



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 18**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de l'Afrique subsaharienne 2023-2025

**Document d'action « TAKIWAMA - Gestion intégrée des eaux dans le bassin des Lacs Tanganyika et Kivu »**

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSY</b> <b>Acte de base</b>	TAKIWAMA - Gestion intégrée des eaux dans le bassin des Lacs Tanganyika et Kivu Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61788 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative « Equipe Europe »</b>	Oui L'Action fait partie intégrante de l'Initiative Équipe Europe (IEE) « Gestion des eaux transfrontalière en Afrique ( <i>Transboundary Water Management in Africa</i> ) » (TWM). L'IEE couvre les bassins transfrontaliers en Afrique. Les sous-bassins actuellement ciblés comprennent des bassins et/ou aquifères (mais ne sont pas limités à) : Buzi-Pungwe-Save ; Comoé ; Congo-Oubangui-Sangha ; Cuvelai-Etosha ; Gambie ; Jubba-Shabelle ; Lac Albert ; Lac Tchad ; Lac Kivu et rivière Rusizi ; Lac Tanganyika ; Lac Turkana ; Lac Victoria ; Limpopo et Chove ; Basse Tana ; Mékrou ; Niger ; Nil ; Okavango ; Orange-Senqu ; Sénégal ; Aquifère Souss Massa ; Volta ; Zambèze.
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : bassin hydrographique des lacs Tanganyika et Kivu, réparti entre cinq pays : Burundi, République Démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Tanzanie et Zambie.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027.
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (ou des) PIP (s) concernés</b>	OS 3.1 : Renforcer la résilience climatique au niveau continental et soutenir l'action climatique africaine conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. R.3.1.1 : Des cadres politiques, des stratégies et des systèmes régionaux plus efficaces visant à réduire les émissions de GES et à renforcer la résilience face au changement climatique. R.3.1.2 : La capacité d'anticiper, de gérer et de répondre aux chocs récurrents

	<p>(Menaces d'épidémie, crises alimentaires, catastrophes liées aux risques naturels) est renforcée.</p> <p>OS 3.4 : Améliorer la conservation, l'utilisation durable et la gouvernance de la biodiversité.</p> <p>R.3.4.4 : Les pays partenaires participent efficacement aux processus internationaux et régionaux liés aux accords multilatéraux sur l'environnement et améliorent leur mise en œuvre.</p> <p>OS 3.5 : Améliorer l'utilisation et la gestion durables des océans, des zones côtières, des bassins fluviaux et des lacs.</p> <p>R.3.5.1 : La gouvernance des océans et de l'eau est renforcée en termes de coopération et de coordination régionales sur les politiques, le suivi, le contrôle et la surveillance, la recherche et le partage des données.</p> <p>R.3.5.2 : La gestion intégrée des ressources en eau, l'économie bleue durable, y compris la gestion intégrée des zones côtières, sont promues et développées par des approches régionales/ transfrontières intégrées vertes et innovantes, ainsi que par des investissements.</p> <p>OS 5.1 : Accroître durablement le commerce et la mobilité intra-africains, en les rendant plus sûrs, moins chers, plus rapides, plus équitables et plus verts, et renforcer le commerce Afrique-UE.</p> <p>R.5.1.3 : Les infrastructures régionales et multi pays durables pour le transport terrestre, aérien et maritime/lacustre sont renforcées.</p> <p>R.5.1.4 : La mobilité et les transports durables, intelligents, résilients, équitables, sécurisés et sûrs sont davantage encouragés et les cadres réglementaires des transports terrestres, aériens et maritimes/lacustres sont renforcés.</p> <p>OS 5.3 : Un climat d'investissement en Afrique subsaharienne propice au développement et aux investissements durables du secteur privé, ainsi qu'à l'amélioration des capacités des entreprises et de l'accès aux financements pour les entreprises.</p> <p>R.5.3.3 : Amélioration de l'accès au financement et de la préparation à l'investissement au niveau régional/ continental.</p>
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<p>Domaine prioritaire 2 : Gouvernance, paix et sécurité, culture</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur 1 : Gouvernance démocratique, état de droit, participation inclusive (Code CAD : 151)</li> </ul> <p>Domaine prioritaire 3 : Transition verte</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur 4 : Biodiversité et environnement (Code CAD : 410)</li> <li>Secteur 5 : Eau et océans (Code CAD : 140)</li> </ul> <p>Domaine prioritaire 4 : Numérique et science, technologie et innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur 1 : Transformation numérique (Code CAD : 998)</li> </ul> <p>Domaine prioritaire 5 : Croissance durable et emplois décents</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur 2 : Connectivité du transport (Code CAD : 210)</li> </ul>
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p>ODD principal (1 uniquement) : ODD 6 « Eau propre et assainissement »</p> <p>Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », ODD 8 « Travail décent et croissance économique », ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructures », ODD 11 « Villes et communautés durables », ODD 12 « Consommation et production durables », ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques », ODD 15 « Vie terrestre », ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des</p>

<b>8 a) Code (s) CAD</b>	<p>Code 151 « Gouvernement et société civile - général » : 4%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-code 15110 « Politique du secteur public et gestion administrative » : 4%</li> </ul> <p>Code 410 « Protection de l'environnement - général » : 4%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-code 41030 « Biodiversité » : 4%</li> </ul> <p>Code 140 « Distribution d'eau et assainissement » : 75%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-code 14015 « Conservation des ressources en eau (y inclus collecte de données) » : 30%</li> <li>• Sous-code 14022 « Assainissement - grands systèmes » : 20%</li> <li>• Sous-code 14050 « Gestion/traitement des déchets » : 20%</li> <li>• Sous-code 14081 « Education et formation dans la distribution d'eau et d'assainissement » : 5%</li> </ul> <p>Code 210 « Transport et entreposage » : 13%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-code 21010 « Politique des transports et gestion administrative » : 9%</li> <li>• Sous-code 21040 « Transport par voies d'eau » : 4%</li> </ul> <p>Code 998 « Non alloué / Non précisé » : 4%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-code 99810 « Secteurs non précisés » : 4%</li> </ul>			
<b>8 b) Principal canal d'acheminement</b>	<p>13000 : Gouvernement tiers (coopération déléguée)</p> <p>21000 : ONG internationale</p>			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<div> <input type="checkbox"/> Migration         <input checked="" type="checkbox"/> Climat         <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain         <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre         <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité         <input type="checkbox"/> Education         <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance       </div>			
<b>10. Marqueurs</b>  <b>(À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Transformation numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité numérique	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>	
	Gouvernance numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Entrepreneuriat numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Compétences numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité numérique énergie	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>	
	Transports	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé : 31 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE : 31 000 000 EUR  Les principaux membres du TEI de TWM en Afrique sont AT (6 150 000 EUR), BE (montant à confirmer), DE (145 080 000 EUR), DK (40 000 000 EUR), FR (40 000 000 EUR), SE (4 500 000 EUR), CZ (800 000 EUR), SI (1 000 000 EUR), l’UE (167 000 000 EUR) et la BEI (montant à confirmer).			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par : Subventions Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2 et 4.4.3 Autres actions et dépenses telles qu’indiquées à la section 4.4.5			

## 1.2 Résumé de l'Action

Avec 18% du volume de l'eau douce disponible dans le monde, le bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu revêt une importance mondiale et constitue une source de bien-être socio-économique pour des millions de personnes. Ce bassin versant représente une source pour l'approvisionnement en eau potable, l'énergie hydroélectrique et le développement industriel et agricole de la région. Il abrite l'une des plus importantes réserves halieutiques et compte parmi les espaces de biodiversité les plus riches au monde. Cet ensemble lacustre représente également une voie de communication importante qui offre des opportunités majeures d'intégration, de commerce et d'investissement

transfrontaliers et intrarégionaux.

Les ressources en eau du bassin sont soumises à de nombreuses pressions anthropiques qui altèrent la qualité des eaux. La hausse de fréquence des phénomènes climatiques extrêmes accélère ces détériorations. Les autorités nationales et régionales ne disposent pas suffisamment d'outils pour suivre l'état des ressources en eau, identifier les zones et thématiques prioritaires et planifier des activités pour réduire ces pressions.

Dans la continuité des programmes LATAWAMA – Lake Tanganyika Water Management (FED/2018/40066) et PAGIRN – Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique Centrale (FED/2017/40735), cette Action vise à poursuivre les efforts de préservation de l'eau sur l'ensemble du bassin versant (Burundi, RDC, Rwanda, Tanzanie et Zambie). En même temps, cette Action vise à introduire une composante de gouvernance du transport et du commerce au niveau du corridor du lac Tanganyika, qui permettrait d'intégrer les corridors du nord (qui part du port maritime de Mombasa), central (qui part du port maritime de Dar es Salaam) et du sud (qui part de Durban ou Beira).

L'Action ambitionne d'une part de créer les conditions techniques et institutionnelles pour que les organismes de bassin bénéficient d'un outil opérationnel de suivi et de contrôle des eaux. L'acquisition et le partage de ses données est un prérequis indispensable à une politique de gestion intégrée des ressources en eau et une bonne gouvernance de l'eau (**P.1.1** - Un système de surveillance environnementale transfrontalier des aspects qualitatifs, quantitatifs et climatiques du bassin des lacs Tanganyika et Kivu est fonctionnel ; **P.1.2** - Des modèles de simulation et des informations sur l'état des ressources du bassin et les effets du changement climatique sont mis à disposition des parties prenantes ; **P.1.3** - Des stratégies et procédures de gestion transfrontalière des ressources sont développées dans le bassin des lacs Tanganyika et Kivu ; **P.1.4** - Des espaces de dialogue inclusifs et de coordination avec différentes parties prenantes (autorités, organismes de bassins transfrontaliers, organisations de la société civile, institutions de recherche, partenaires au développement, etc. sont consolidés et étendus).

Par ailleurs, l'Action développera, dans chaque pays, des activités spécifiques de lutte contre les pollutions. Celles-ci se feront en fonction des différents écosystèmes, des besoins des populations ciblées avec une approche genre et basée sur les droits humains, et seront inspirées par le concept de l'économie circulaire (**P.2.1** - Les connaissances des potentiels avantages de l'économie circulaire des décideurs politiques, des entreprises, des consommateurs et de la société civile (qui représente la population dans toute sa diversité) sont renforcées ; **P.2.2** - Des modèles d'économie circulaire inclusifs sont testés et validés dans différentes conditions locales). In fine, l'Action ambitionne de développer le transport et le commerce au sein du lac Tanganyika, en permettant d'améliorer l'intégration régionale des pays du bassin, de renforcer les liens économiques entre les pays (et donc contribuer à la stabilisation et à la paix de la sous-région) et de compléter le cadre des corridors de transport (nord, central et sud) qui est actuellement interrompu au niveau du lac Tanganyika (**P.2.3** - Les infrastructures, la logistique et les modalités de gestion du transport dans le lac Tanganyika sont améliorées ; **P.2.4** - Des stratégies et des initiatives de coordination transfrontalière sont développées au bénéfice du Corridor de Transport du Lac Tanganyika).

Cette Action s'inscrit et contribue à l'atteinte des objectifs du Programme indicatif Multi-annuel pour l'Afrique Sub-Saharienne 2021-2027 et ses domaines prioritaires 2 (gouvernance, paix et sécurité), 3 (transition verte), 4 (numérique, science et innovation) et 5 (croissance durable et emplois décents). Elle contribue aux orientations de gestion responsable et transfrontalière des ressources naturelles de la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs<sup>1</sup>. Elle est en ligne avec les objectifs de l'IVDCI « Europe gender action program III »<sup>2</sup>, notamment en termes de réduction de la pauvreté, développement socioéconomique, croissance verte et durable. Elle applique les principes de la stratégie de la Commission européenne « Global Gateway », promouvant la consolidation de la paix et de la bonne gouvernance en dotant les organismes de bassin d'outils de gestion des ressources naturelles nécessaires à la pérennité de la vie locale, l'attrait de nouveaux investissements et le développement du transport et du commerce lacustres. En outre, elle est alignée sur le Green Deal et ses politiques de mise en œuvre, telles que le plan d'action pour l'économie circulaire et le plan d'action zéro pollution. L'Action contribue au GAP III 2021-2025<sup>3</sup> et plus spécifiquement aux domaines d'engagement thématique « Élever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique » et « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ».

<sup>1</sup> Décision du Conseil n°6631/23 du 20/02/2023.

<sup>2</sup><https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/global-europe-the-eu-neighbourhood-development-and-international-cooperation-instrument.html>

<sup>3</sup>[https://www.eeas.europa.eu/eeas/troisi%C3%A8me-plan-d'action-sur-l%C3%A9galit%C3%A9-des-sexes-vers-un-monde-%C3%B9-les-hommes-et-les-femmes-sont\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/eeas/troisi%C3%A8me-plan-d'action-sur-l%C3%A9galit%C3%A9-des-sexes-vers-un-monde-%C3%B9-les-hommes-et-les-femmes-sont_fr)

L'Action est un levier dans la région pour concourir aux Objectifs de Développement Durable 5 (égalité de sexe et autonomisation des femmes), 6 (accès à l'eau, assainissement et coopération transfrontalière), 8 (économie circulaire), 9 (infrastructures et transport), 11 (ville plus propre), 12 (économie circulaire), 13 (action climatique), 15 (restauration de sols dégradés) et 17 (technologies et renforcement des capacités).

L'Action répond également à plusieurs domaines prioritaires de l'objectif 7 de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui ambitionne que « *Les économies et les communautés soient durables sur le plan environnemental et résilientes au climat* ». Elle permet également d'appuyer une dynamique d'adhésion à la Convention des Nations Unies sur l'Eau dans la région (UNECE), en parallèle de l'appui fourni par la Commission européenne à la Convention à travers le programme « Défis globaux ».

Cette Action d'envergure régionale s'inscrit dans la continuité des programmes de la Commission européenne dans la région pour renforcer les capacités institutionnelles des organismes de bassin transfrontalier, pour appuyer la production hydroélectrique de la sous-région, pour structurer le secteur de la pêche sur les lacs, ainsi que la gestion intégrée des bassins versants, l'optimisation de l'agriculture (plaine de la Rusizi) et l'intégration régionale et commerciale. Elle s'articule aussi avec plusieurs Initiatives Équipe Europe (Gestion des eaux transfrontalière - *Transboundary Water Management* (Afrique), Croissance verte inclusive inclusive – *Inclusive Green Growth* (Zambie), Alliance verte (RDC), Villes vertes et intelligentes (*Green and smart cities*) (Tanzanie)) pour renforcer son impact sur le développement socioéconomique de la région.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le bassin versant du lac Tanganyika, constitué principalement du lac éponyme et du lac Kivu, revêt une importance mondiale. Le lac Tanganyika est le deuxième lac africain par surface (32.900 km<sup>2</sup>) après le lac Victoria, deuxième au monde par sa profondeur (1.470 m) après le lac Baïkal, troisième par son volume après la mer Caspienne et le lac Baïkal. Il s'agit du plus long lac d'eau douce (677 km) et il contient environ 18% de l'eau douce superficielle disponible dans le monde. Le bassin de 231.000 km<sup>2</sup> est partagé par cinq pays : Tanzanie (67%), République Démocratique du Congo (RDC) (16%), Zambie (7%), Burundi (6%) et Rwanda (4%). Ces pays comptent parmi les plus pauvres du monde ; ils sont classés parmi les pays au plus faible développement humain selon l'indice HDI qui référence 189 pays (Burundi, 187 ; RDC, 179 ; Rwanda, 165 ; Tanzanie, 160 ; Zambie, 154 (PNUD, 2021)).

Le bassin versant du lac Tanganyika abrite l'une des plus importantes réserves halieutiques et compte parmi les espaces de biodiversité les plus riches au monde. 1.500 espèces de plantes, poissons et invertébrés sont recensées dans cette région, dont 600 sont des espèces endémiques (Britton *et al.*, 2017). Environ 27% de la superficie du bassin est répertorié parmi les zones clés pour la biodiversité de l'UICN (KBA, 2022). Le parc national de la Rusizi au Burundi, les zones humides de Malagarasi-Muyovozi en Tanzanie et au Burundi, et la partie zambienne du lac Tanganyika, sont des sites Ramsar, désignés comme des zones humides d'importance internationale. Cependant, seulement 6% du littoral des lacs Kivu et Tanganyika est protégé par quatre parcs nationaux : Rusizi (Burundi), Nsumbu (Zambie) et les parcs nationaux du ruisseau de Gombe et du mont Mahale dans la région de Kigoma en Tanzanie. En 2017, le Global Nature Fund a déclaré le lac Tanganyika « lac menacé de l'année », en raison des multiples défis auxquels il est confronté du fait de l'accroissement rapide de sa population humaine et de sa pauvreté.

Les ressources en eau constituent une source de bien-être socio-économique pour la population du bassin, estimée à environ 25 millions. Plus de 6 millions de personnes vivent sur les rives des lacs, et influent directement avec leurs ressources naturelles.

Les lacs sont également une voie de communication importante pour les marchandises et les habitants. Le lac Tanganyika présente un potentiel de transport majeur pour le développement de la région, mais il n'est pas encore suffisamment exploité et développé. Le cadre des corridors de transport de la région s'interrompt au sein du lac Tanganyika : le corridor nord, du port de Mombasa vers l'Ouganda, le Rwanda, la RDC et le Burundi ; le corridor central, du port de Dar es Salaam vers le Burundi, la RDC et le Rwanda ; le corridor sud, des ports de Durban ou Beira vers la Zambie. Le développement du transport du lac Tanganyika entre les ports principaux de Bujumbura (Burundi), Kigoma (Tanzanie), Mpulungu (Zambie), Kalemie (RDC) et Kalundu/Uvira (RDC) offrirait donc des opportunités d'intégration, de commerce et d'investissement transfrontaliers et intra-régionaux. Le développement du lac en tant que

corridor de transport intégré réduirait les coûts et le temps de transport, augmenterait sa pérennité par un transfert modal du transport par camion vers le transport par barge (tout en contribuant à la réduction de la pollution) et améliorerait fortement la connectivité et la stabilité entre les pays environnants (Erasmus UPT, 2021).

Actuellement, l'agriculture et la pêche sont les principales activités économiques dans les pays du bassin. Elles constituent le moyen de subsistance dominant pour les communautés vivant sur les rives. Les activités liées à la pêche fournissent 25 à 40% des besoins en protéines de la population (Ainsworth *et al.*, 2021). Le secteur agricole demeure la source principale de croissance du Burundi. Il regroupe 80% de la main d'œuvre et représente 70% des revenus d'exportation. Cependant, il est marqué par de fortes contraintes ; les principales difficultés concernent l'accès à la terre, particulièrement pour les femmes, et le manque de pouvoir pour accéder au contrôle des activités économiques (agriculture) et tirer des bénéfices (Profil Genre de l'UE, 2021). L'intensification de l'agriculture avec des techniques culturelles inadaptées sont à l'origine d'une partie du défrichement des forêts et de la dégradation des sols. L'eau de ruissellement transporte une immense quantité de terre dans le lac. Cette sédimentation devient une menace majeure dans le bassin avec des conséquences sur sa diversité biologique (Plisniers, 2012), des difficultés d'approvisionnement (REGIDESO, 2019) et d'accès au port (Serrat Capdevila *et al.*, 2018). Avec la croissance démographique rapide dans le bassin (entre 2 et 3,3% par an), le nombre de personnes dépendant directement ou indirectement des ressources du lac augmente de manière exponentielle. Elle provoque un besoin accru de logements et de nourriture, et une augmentation des déchets ; une surexploitation des stocks de poissons est observée (ALT, 2017) et les habitats naturels autour du lac sont détruits par l'extension des terres agricoles et/ou de construction. Les effets de la pollution peuvent s'accumuler sur le rivage, causant ainsi des risques pour la biodiversité, la production hydroélectrique et la santé humaine.

Entre 2020 et 2023, de fortes pluies se sont abattues dans le bassin versant avec des conséquences humaines, matérielles et environnementales similaires sur les rives des pays riverains : inondations, destruction des habitations et des infrastructures, disparition des plages, destruction de la végétation et intensification de l'érosion. L'élévation progressive du niveau du lac Tanganyika est également constatée depuis une quinzaine d'années.

Afin d'assurer la protection et la conservation de la diversité biologique, ainsi que l'intégration régionale et l'exploitation durable des ressources naturelles du bassin, les pays riverains ont signé en 2003, la Convention sur la gestion durable du lac Tanganyika (à l'exception du Rwanda, pays non riverain) et en 2014, la Convention sur la gestion de la ressource en eau du bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi (à l'exception de la Tanzanie et de la Zambie, pays non riverains). Ces conventions précisent les dispositions de création d'organismes régionaux de bassin, respectivement l'Autorité du Lac Tanganyika (ALT) et l'Autorité du Bassin du Lac Kivu et de la Rivière Rusizi (ABAKIR). Seule la Convention relative au lac Tanganyika a été ratifiée en 2007 ; celle relative au lac Kivu et la rivière Rusizi n'a été ratifiée que par le Rwanda.

L'ALT et l'ABAKIR ont développé des Programmes d'Actions Stratégiques (PAS) sur leur sous-bassin respectif pour résoudre les défis environnementaux. Dans leurs conventions respectives, les États contractants ont aussi convenu de coopérer en bonne foi à la gestion du bassin à travers l'échange d'informations et de données concernant l'état et l'utilisation des ressources en eau. Cette gestion des données sur la qualité et quantité des eaux du bassin, ainsi que le climat, est aussi au cœur de l'accord de coopération signé entre l'ALT et ABAKIR en septembre 2022 (dans le cadre des programmes LATAWAMA et PAGIRN). Toutefois, mis à part le réseau en cours de développement dans le cadre du programme LATAWAMA, il n'existe actuellement aucun mécanisme de collecte et partage d'informations à l'échelle du bassin.

L'Action s'intègre parfaitement à la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, en particulier dans son objectif de développement durable, non seulement pour les interventions relatives à la gestion des ressources en eau transfrontalières et à la gouvernance des ressources naturelles, mais également par le développement économique, via l'économie circulaire, et l'intégration économique régionale et le développement de nouveaux corridors de transport stratégiques. Cette approche permet d'ailleurs de s'attaquer aux trois causes principales de crise mondiale : changement climatique, perte de biodiversité et pollution. En même temps, elle permet de créer des économies à faible émission de carbone, plus résilientes et inclusives, et de renforcer les échanges économiques/commerciaux transfrontaliers.

Au niveau international, il y a un intérêt croissant pour l'économie circulaire inclusive, et notamment en Afrique, avec plusieurs pays qui développent des plans d'action ou des feuilles de route liés à l'économie circulaire. Des alliances régionales/ continentales sont également mises en place, notamment l'ACEA - Alliance Africaine pour l'Economie Circulaire (avec 11 pays membres), ou le plan d'action régional sur l'économie circulaire de la Commission de l'Union africaine, qui devrait être élaboré avec le soutien de l'UE. L'Union européenne s'apprête également à financer un programme régional d'économie circulaire pour l'Afrique de l'Est et Australe (*Promote and Invest in Circular*

*Economy in the Eastern and Southern Africa (ESA) region).*

Le récent (décembre 2022) Forum Mondial de l'Economie Circulaire (WCEF), qui s'est tenu pour la première fois dans les pays du Sud (Rwanda), a permis de présenter un éventail important d'entreprises vertes et circulaires, notamment dirigées par des jeunes entrepreneurs africains, principalement des micro-, petites et moyennes entreprises dans le secteur du textile, des déchets alimentaires/ organiques, du plastique, des déchets électroniques et de la construction. Le Rwanda, pays hôte du WCEF, est un précurseur en Afrique : il a lancé son propre plan d'action pour l'économie circulaire, a été un pionnier sur la gestion du plastique, un moteur dans les négociations en cours pour un accord mondial sur le plastique et un membre fondateur de l'ACEA.

## 2.2 Analyse des problèmes

### ***Domaine prioritaire 2 : Gouvernance, paix et sécurité, culture***

*Brève analyse des problèmes :*

#### **Gouvernance régionale de l'eau**

Les accords signés entre les pays riverains précisent les dispositions de création d'organismes régionaux de bassin, respectivement l'ALT et l'ABAKIR. Les États ont coopéré pour établir une vision commune de gestion du bassin transcrite dans des programmes d'actions stratégiques coordonnés par l'ALT (2012) et l'ABAKIR (2022). Ce cadre institutionnel est un socle important, mais il est encore incomplet pour assurer une bonne gouvernance du bassin. De plus, les organismes de bassin n'ont pas la capacité et stabilité financière pour assurer la mise en œuvre de leurs conventions et programmes stratégiques, et ils souffrent d'un manque de visibilité et de légitimité.

Il y a un faible alignement entre les cadres juridiques et politiques des pays riverains. Les instruments juridiques pour la gestion des ressources en eau et des secteurs associés (énergie, navigation, pêche, environnement, agriculture, etc.) sont différents entre les pays.

Les organismes ne disposent pas non plus de l'infrastructure, de l'équipement, des systèmes et des compétences nécessaires pour développer et maintenir un système de gestion de l'information à l'échelle du bassin. Enfin, l'absence de mécanismes de concertation avec les parties prenantes, y compris au niveau des communautés et des femmes, ne contribue pas à développer une vision inclusive de la gestion de l'eau dans le bassin.

#### **Paix et sécurité**

Au cours des dernières décennies, le bassin versant a connu des périodes d'insécurité récurrentes avec de violents conflits à caractère politique et ethnique. Elles concernent principalement la partie nord du bassin. La Tanzanie et la Zambie sont réputées stables d'un point de vue politique et militaire depuis leur indépendance.

L'accès à la terre et les opportunités économiques liées à l'exploitation des ressources naturelles ont également contribué à l'émergence de groupes illicites et armés dans un contexte de pauvreté chronique et de fragilité des États. La militarisation des campagnes a engendré d'importants mouvements de la population et affecté les relations entre les pays. Ces mouvements migratoires dépassent la délimitation des frontières, qui restent poreuses. Les États se reprochent mutuellement d'entretenir cette situation, comme dans l'actuelle situation entre la RDC et le Rwanda. Cette insécurité générale a des incidences sur la circulation des biens et des personnes, ainsi que sur la protection des ressources naturelles.

*Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :*

#### **Autorités régionales de bassin (titulaires d'obligations)**

Les organismes de bassin (ALT et ABAKIR) sont des rouages indispensables pour assurer une bonne gouvernance et mettre en place une gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle du bassin versant. Ils offrent des espaces pour coordonner des activités, développer des synergies, partager des informations et élaborer des stratégies au niveau supranational. La gouvernance du transport et du commerce lacustres par les organismes de bassin pourrait conduire à un dividende de paix plus forte, lorsque les parties prenantes essaient d'éviter les conflits pour maintenir le corridor de transport uni.

#### **Gouvernements nationaux (titulaires d'obligations)**

Les Ministères en charge de l'environnement dans les cinq pays sont des points focaux de leurs gouvernements respectifs auprès des organismes de bassin et assurent la coordination en collaboration avec les Ministères en charge

de la gestion de l'eau et du transport/infrastructures. En tant que points focaux au sein des organismes de bassin, ils ont le mandat d'assurer la cohérence entre les orientations régionales et les stratégies nationales, pour renforcer la gouvernance du secteur. Toutefois les capacités de planification et de suivi entravent l'intégration des plans stratégiques régionaux à l'échelle nationale.

### **Communautés économiques régionales**

L'Union Africaine et les communautés économiques régionales (CER) jouent un rôle clé dans la gouvernance de l'eau et du transport en Afrique. Dans le bassin du Tanganyika, la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA) explore les possibilités d'apprentissage entre les structures chargées de la gestion des Grands Lacs. La Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), quant à elle, dispose d'un plan d'action régional d'appui à la GIRE (2016-2025) qui vise à appuyer les organismes de bassins transfrontaliers. Enfin, la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) a une division Eau qui a la responsabilité, entre autres, de superviser l'harmonisation des politiques nationales sur son espace.

Les CER jouent également un rôle fondamental dans le dialogue, le plaidoyer et la coopération parmi ses Etats membres, afin d'assurer le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

### **Organismes de bassin environnants**

Les organismes de bassin ont pour mission principale de mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle d'un bassin versant. En concertation avec les parties prenantes, ils élaborent des documents de planification et facilitent leur mise en œuvre via le partage d'informations, la mobilisation de fonds ou encore la définition de règles communes. Les organismes de bassin environnants peuvent apporter des informations et expériences profitables, notamment la CICOS (Commission Internationale du bassin du Congo-Oubangui-Sangha), l'OKACOM (Permanent Okavango River Basin Water Commission), le NBI (Nile Basin Initiative), la ZAMCOM (Zambezi Watercourse Commission) ou le LVBC (Lake Victoria Basin Commission).

### **Organisations de la société civile qui vont représenter les voix des titulaires de droits (personnes)**

Les acteurs de la société civile et représentants communautaires, notamment les groupes de femmes et de jeunes, représentent des relais importants dans le bassin pour engager les acteurs locaux dans une logique participative. Les unités de gestion des plages développées par l'ONG The Nature Conservancy sont des modèles d'engagement des communautés locales inspirants. Le partenariat mis en place dans le cadre du PAGRN entre organisations de la société civile (OSC), institutions de recherche et autorités locales représente également un modèle auquel s'inspirer. Le rôle des OSC reste clé pour soutenir et renforcer la stabilité et la paix d'un pays, voire d'une région.

## ***Domaine prioritaire 3 : Transition verte***

### ***Brève analyse des problèmes :***

#### **Pollution et qualité des eaux**

L'ensemble des eaux du bassin se déverse dans le système lacustre et en cascade : lac Kivu, rivière Rusizi et lac Tanganyika. Les lacs constituent l'exutoire des rivières, mais aussi le principal réceptacle des effluents industriels et domestiques, qui ne sont généralement pas traités avant d'être rejetés dans les masses d'eau, en particulier autour des grandes villes où la pollution anthropique est la plus importante. Les écoulements contiennent d'autres sources de pollution issue de pratiques agricoles (pesticides et engrais) ou de ruissellement des eaux de pluie (sédiments, déchets solides). L'érosion dans le bassin est liée à une modification de la couverture forestière au profit de terres arables. In fine, le transport lacustre engendre également une pollution provenant des navires et des ports du lac.

Ces altérations de la qualité des eaux peuvent constituer une menace sanitaire et environnementale importante. Les statistiques sanitaires des pays du bassin révèlent de nombreuses maladies d'origine hydrique, à la fois microbiennes et à transmission vectorielle. Actuellement, les problèmes de qualité d'eau dans le lac n'apparaissent que localement, à proximité des rives, mais les perspectives d'accroissement économiques et démographiques dans la région laissent présager une augmentation des sources de pollution dans les années à venir.

#### **Changement climatique**

Le bassin est souvent soumis à des inondations qui causent d'importants dommages humains et matériels. Ces catastrophes mettent en exergue les conséquences malheureuses du changement climatique qui se manifestent progressivement depuis de nombreuses années. Globalement, le bassin est confronté à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes (fortes pluies et sécheresses). Le nombre de jours de pluie

consécutifs a diminué, tandis que le nombre de journées sèches successives ou de fortes précipitations s'est accru.

Les températures de l'eau ont augmenté au cours des dernières décennies dans le bassin. Cette hausse a été plus rapide pour les eaux de surface en comparaison à celles situées plus en profondeur. La température influence la masse volumique de l'eau et cette différence de densité a probablement réduit les mélanges d'eau. Cela signifie que l'oxygène est maintenu à la surface alors que les nutriments, nourriture des poissons, sont retenus plus profondément dans l'eau froide ; ce phénomène pourrait être à la base d'un déclin de la production halieutique.

### **Croissance verte**

Les besoins économiques à court terme des populations s'articulent difficilement avec le respect des écosystèmes et de leurs services. Les interrelations entre l'activité économique et les conséquences sanitaires et environnementales sont mal appréhendées par les habitants. Les périmètres de protection des sources d'approvisionnement en eau ne sont pas systématiquement respectés. Les aires protégées ne permettent pas toujours de préserver efficacement les écosystèmes (forestiers et/ou halieutiques) face aux besoins énergétiques et alimentaires des populations.

Par ailleurs, la quantité de déchets générée sur le bassin est importante. Par exemple, Bujumbura, un des principaux centres urbains du bassin, produit environ 220.000 tonnes par an. Les municipalités ne disposent pas de systèmes de collecte adéquats pour leurs ordures. Il existe quelques initiatives locales de valorisation de ces déchets comme ressources potentielles selon le principe de l'économie circulaire, mais ces expériences sont encore isolées. La plupart des pays du bassin ne disposent pas de politiques nationales ou d'instruments financiers innovants pour catalyser les investissements financiers en lien avec l'économie circulaire.

*Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :*

Les cibles (ou bénéficiaires directs) sont les **populations riveraines**, situées dans le bassin versant, et en particulier les personnes qui vivent sur les rives des lacs et dépendent directement de leurs ressources naturelles. Une attention particulière sera donnée aux femmes et aux jeunes, aux minorités, aux rapatriés et aux déplacés (si présents), ainsi qu'aux paysans, aux pêcheurs, à la société civile et leurs organisations de base.

### **Autorités régionales de bassin (titulaires d'obligations)**

L'ALT et l'ABAKIR ont identifié la réduction de la pollution et l'amélioration de la qualité de l'eau comme une priorité centrale de leurs programmes stratégiques. Ils jouent un rôle de coordination entre les pays riverains pour encourager et mettre en œuvre des initiatives régionales. Ils manquent toutefois de moyens humains et financiers suffisants pour assurer le suivi et la mise en œuvre de leurs documents de planification. L'existence de deux autorités régionales au niveau du même bassin hydrographique n'aide pas à la coordination des activités et au renforcement de leur rôle institutionnel ; l'Action vise à initier des négociations et jeter les bases pour aboutir à une unification des cinq pays riverains au sein d'un même organisme de bassin (adhésion du Rwanda à l'ALT – *option la plus probable*, fusion de l'ALT et de l'ABAKIR, etc.). Cependant ce processus nécessitera très probablement de plus de temps de celui de mise en œuvre de l'Action, surtout à cause de dynamiques politiques délicates.

### **Gouvernements nationaux (titulaires d'obligations)**

Les Ministères en charge de l'environnement dans les cinq pays sont responsables de la coordination de la gestion de l'eau, via la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies sectorielles. Ils élaborent les normes et réglementations sur les enjeux qualitatifs et quantitatifs. En tant que points focaux au sein des organismes de bassin, ils ont le mandat d'assurer la cohérence entre les orientations régionales et les stratégies nationales. Toutefois les Etats ne disposent pas de ressources humaines et financières suffisantes pour contribuer à l'exécution des programmes de coopération transfrontalière.

### **Autorités locales (titulaires d'obligations)**

Neuf municipalités de plus de 65.000 habitants sont localisées sur les rives des lacs Tanganyika et Kivu. Leurs prérogatives varient entre les cinq pays, mais elles portent généralement la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des déchets solides et liquides. Elles jouent aussi un rôle fondamental dans l'implication des communautés et le développement de plans communautaires.

### **Universités/ centres de recherche**

Plusieurs Universités et Centres de recherche (CRH - Centre de Recherche en Hydrobiologie, TAFIRI - Tanzanian Fisheries Research Institute, Université du Burundi, ACARE - African Centre for Aquatic Research and Education, etc.) disposent de laboratoires et programmes dédiés au suivi de la qualité des eaux. Ils détiennent un historique

important de données sur l'état des ressources, ainsi que des compétences analytiques nécessaires à l'interprétation de ces informations. Leur apport est aussi fondamental pour reconstituer des séries chronologiques historiques et développer des modèles de simulation de scénarii futurs. Ils manquent toutefois de ressources humaines, matérielles et financières pour conduire ces activités.

### **Secteur privé**

Le secteur privé est relativement faible sur le bassin. Il est dominé par les industries agroalimentaires (brasseries, sucreries, huileries de palme, caféiculture, théiculture, etc.). Le processus d'assainissement des eaux usées des usines de transformation n'est pas toujours optimal. Le recours aux engrais chimiques et produits phytosanitaires peut être important pour les grandes plantations industrielles, avec une incidence forte sur la qualité des eaux de ruissellement et d'infiltration. Le secteur minier, principalement exploité par des acteurs du secteur privé, représente également une source de pollution et dégradation des ressources en eau. Par contre, l'exploitation des centrales hydroélectriques sur la rivière Rusizi (dont la responsabilité revient à la société parapublique SINELAC) est fortement influencée par la présence de déchets, surtout plastiques, qui diminue leur efficacité de fonctionnement. De même, l'industrie du tourisme (bien que faiblement développée dans l'ensemble du bassin) peut subir les effets négatifs de la pollution des eaux.

### **Organisations de la société civile qui vont représenter les voix des titulaires de droits (personnes)**

Différentes OSC sont engagées dans le bassin pour la protection de l'environnement, l'agroforesterie et des programmes de collecte des données par des communautés. Des associations de femmes et de jeunes sont également actives dans le domaine. Elles jouent un rôle clé comme relais pour la mise en œuvre d'activités locales.

### **Partenaires au développement**

Plusieurs partenaires au développement soutiennent des programmes qui s'attèlent à améliorer la protection de la biodiversité des lacs. Plusieurs initiatives de restauration des paysages sont en cours de développement (IUCN/WRI ; EU NaturAfrica ; AFR100 ; etc.) ; des projets en lien avec la pêche s'intéressent aussi aux évolutions de la qualité de l'eau pour les ressources halieutiques (ECOFISH ; TNC Tuungane Project ; FISH4ACP ; etc.) ; des actions pour promouvoir un transport responsable des biens et des personnes sur les lacs Kivu et Tanganyika sont également en cours sous financement de la Banque Mondiale, de l'UE, des Pays-Bas (RVO), du Japon, etc.

## ***Domaine prioritaire 4 : Numérique et science, technologie et innovation***

### ***Brève analyse des problèmes :***

#### **Numérisation**

Afin de mieux comprendre le fonctionnement du bassin, les autorités, les gestionnaires et les scientifiques ont besoin de données et d'informations scientifiques régulièrement collectées sur des indicateurs environnementaux clés et sur plusieurs années, pour prendre des décisions éclairées. Il existe un grand nombre d'informations historiques sur le bassin, mais elles sont fragmentaires et dispersées et pas nécessairement numérisées. Il n'existe pas de bases de données qui regroupent ces informations à l'échelle régionale ni dans les réseaux universitaires, ni au niveau des organismes de bassin. Les infrastructures et les compétences numériques sont plutôt limitées. La proportion de jeunes et d'adultes (hommes et femmes) ayant des compétences numériques n'est pas renseignée.

L'intégration du numérique dans la gouvernance du transport lacustre et dans l'échange d'informations entre les ports représente une étape fondamentale pour l'amélioration de la navigation sur les lacs. Actuellement, les autorités portuaires n'ont pas un moyen de communication et d'échange fiable (sauf un réseau WhatsApp), et le monitoring et le contenu des navires/ bateaux ne sont pas connus par les ports de destination.

### ***Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :***

#### **Autorités régionales de bassin (titulaires d'obligations)**

Les organismes de bassin ont pour mission principale d'assurer l'utilisation durable des ressources naturelles du bassin. L'organisation de l'accès aux données et informations sur l'état et l'évolution des ressources est clé pour assurer cette mission. Or, actuellement, les capacités humaines, financières et techniques de ces organismes sont très limitées et ne leur permettent pas d'améliorer l'état des connaissances et de partager les données et informations avec les principales parties prenantes.

#### **Gouvernements nationaux (titulaires d'obligations)**

Les autorités nationales sont chargées d'établir le cadre légal et les politiques publiques pour développer le numérique dans leur pays. Cela concerne la modernisation des infrastructures, la transformation numérique des administrations, le soutien au secteur privé, le développement de la formation dans ce secteur, etc. Dans le bassin, les moyens alloués à cette transformation sont très hétérogènes d'un pays à l'autre.

#### **Autorités portuaires (titulaires d'obligations)**

Les autorités portuaires jouent un rôle fondamental pour le développement du commerce et du transport lacustres. Cependant, elles ne sont pas suffisamment dotées d'outils numériques qui permettraient une gestion et un monitoring plus efficace des navires/bateaux (positionnement géographique, etc.) et des marchandises (contenu, quantité, etc. des biens transportés sur le lac), ainsi qu'une communication et un échange d'informations adéquats.

#### **Universités/ centres de recherche**

Les Universités et les centres de recherche sont au cœur de la production et de la diffusion des connaissances. Elles initient des programmes de recherche qui peuvent aboutir à des innovations. Le numérique est à la fois un outil et une discipline qui transforme la manière d'enseigner et de mener ses recherches. C'est une condition indispensable pour simuler des scénarios à partir d'une grande quantité de données.

#### **Secteur privé**

La numérisation des données environnementales et leur diffusion, ainsi que les données et les informations liées au transport et au commerce lacustres, nécessite l'éclosion d'une industrie du numérique pour mobiliser les investissements nécessaires à la conception des infrastructures, des contenus et des services associés. Le secteur privé joue un rôle clé dans le déploiement d'applications SMART.

### ***Domaine prioritaire 5 : Croissance durable et emplois décents***

#### ***Brève analyse des problèmes :***

#### **Commerce et transport lacustres**

Le lac Tanganyika est une ressource sous-utilisée pour le transport. La méconnaissance, voire réticence, des commerçants et des opérateurs portuaires à développer de manière proactive de nouvelles activités en se connectant avec les acteurs commerciaux des pays riverains au lac représente une des raisons de cette sous-utilisation. D'autres goulots d'étranglement sont l'insuffisance de la capacité des navires/bateaux opérant sur le lac, ainsi que le problème de sécurité de la navigation exacerbé par des navires qui ne sont pas en état de navigabilité. Le manque de fiabilité perçue et les faibles expertises techniques en réparation, entretien et maintenance des navires/bateaux sont une autre conséquence du mauvais état de la flotte, ce qui rend le transport lacustre moins attrayant pour les propriétaires des marchandises.

La dotation en infrastructures varie entre les cinq principaux ports du lac Tanganyika ; à titre d'exemple, seuls les ports de Kalemie et Kalundu sont dotés de systèmes de réparation des navires, et seul Mpulungu est doté d'un stockage au frais (conteneurs frigorifiques).

La croissance démographique rapide des pays du bassin crée une augmentation de la demande de biens et de services. Un système de transport efficace sur le lac Tanganyika pourrait être une alternative viable pour les commerçants, compte tenu du coût relativement inférieur par tonne-kilomètre, ainsi que pour la possibilité de diminuer les procédures transfrontalières, les points de contrôle et les barrières liées au poids de la marchandise transportée.

#### ***Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :***

#### **Autorité du Lac Tanganyika (titulaires d'obligations)**

L'Autorité du Lac Tanganyika a également pour mission d'assurer un transport sécurisé et sûr de la marchandise sur le lac, afin d'éviter toute possible contamination des eaux et de renforcer l'intégration régionale de ses Etats membres. Dans ce sens, la Convention de l'ALT prévoit des objectifs à court, moyen et long terme.

L'ALT jouera un rôle fondamental dans la mise en place et le pilotage de l'Organe de Gestion du Corridor (OGC), en collaboration avec les Gouvernements nationaux, le secteur privé et les organisations de la société civile.

#### **Gouvernements nationaux (titulaires d'obligations)**

Les autorités nationales sont chargées d'établir le cadre légal et les politiques publiques pour développer le transport et le commerce lacustres. Les Gouvernements nationaux devront être représentés au sein de l'OGC et devront assurer

la mobilisation de ressources/ budgets pour garantir la pérennisation de ses activités, et du Corridor de Transport du Lac Tanganyika (CTLT) plus en général.

#### **Organes de Gestion des Corridors**

Les expériences des Organes de Gestion des Corridors voisins et internationaux devront être mis à profit dans le cadre de cette Action, pour assurer le bon fonctionnement de l'OGC-CTLT, pour apprendre les bonnes pratiques et pour favoriser le réseautage et le renforcement des capacités. Des mécanismes de collaboration avec d'autres OGC devront donc être analysés et mis en place.

#### **Secteur privé**

Le secteur privé est au cœur du développement du transport et du commerce du CTLT, car principal propriétaire des marchandises transportables au niveau du lac et des navires/bateaux. Il sera donc un des membres les plus importants de l'OGC. Une des leçons apprises des expériences des autres OGC est la coordination et la mise en place de partenariats avec les entreprises privées. La création de Partenariats Public-Privé (PPP) est en fait un mécanisme de gouvernance qui peut contribuer efficacement à la croissance économique régionale. Le secteur privé joue également un rôle fondamental dans la construction, la réparation et la maintenance des navires.

#### **Organisations de la société civile**

Les acteurs de la société civile et représentants communautaires, notamment les groupes de femmes et de jeunes, représentent des relais importants pour engager les acteurs locaux dans une logique participative. Les communautés représentent une autre partie prenante clé dans la mise en place de l'OGC-CTLT.

### **2.3 Autres domaines d'évaluation**

N.A.

## **3 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **3.1 Objectifs et produits**

L'objectif général de cette Action est d'améliorer la biodiversité et le développement humain dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu.

Les objectifs spécifiques de cette Action sont :

1. Améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières du lac Tanganyika et du lac Kivu.
2. Améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu.

Les produits à fournir dans le cadre de cette Action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- 1.1 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1) : Un système de surveillance environnementale transfrontalier des aspects qualitatifs, quantitatifs et climatiques du bassin des lacs Tanganyika et Kivu est fonctionnel.
- 1.2 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1) : Des modèles de simulation et des informations sur l'état des ressources du bassin et les effets du changement climatique sont mis à disposition des parties prenantes.
- 1.3 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1) : Des stratégies et procédures de gestion transfrontalière des ressources sont développées dans le bassin des lacs Tanganyika et Kivu.
- 1.4 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1) : Des espaces de dialogue inclusifs et de coordination avec différentes parties prenantes (autorités, organismes de bassins transfrontaliers, organisations de la société civile, institutions de recherche, partenaires au développement, etc.) sont consolidés et étendus.
- 2.1 Contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2) : Les connaissances des potentiels avantages de l'économie circulaire des décideurs politiques, des entreprises, des consommateurs et de la société civile (qui représente la population dans toute sa diversité) sont renforcées.
- 2.2 Contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2) : Des modèles d'économie circulaire inclusifs sont

testés et validés dans différentes conditions locales.

**2.3** Contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2) : Les infrastructures, la logistique et les modalités de gestion du transport dans le Lac Tanganyika sont améliorées.

**2.4** Contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2) : Des stratégies et des initiatives de coordination transfrontalière sont développées au bénéfice du Corridor de Transport du Lac Tanganyika.

### 3.2 Activités indicatives

#### Activités liées au produit 1.1 :

- Ces activités concernent le **renforcement du réseau de surveillance de la qualité des eaux du bassin**, en élargissant sa couverture géographique et le type de données collectées. Les premières données qualitatives collectées par les laboratoires soutenus par le programme LATAWAMA seront enrichies (dans la mesure du possible) de sites supplémentaires. Une attention particulière sera mise sur l'éventuelle pollution des eaux des lacs par les bateaux/ navires présents, en collaboration étroite avec les activités liées au produit 2.3.
- Un renforcement du réseau de surveillance est prévu par l'installation, la réhabilitation et/ou l'automatisation de stations de **mesures quantitatives** sur le bassin. Les données seront collectées par les organismes mandatés pour le suivi environnemental, par les universités et par le biais d'ONG ou d'organisations communautaires qui mènent des programmes de collecte des données environnementales. La **vérification des données** sera assistée par des méthodes éprouvées par le JRC.
- L'activité comprend également la **planification effective d'un budget opérationnel alloué par les autorités régionales et/ou nationales** pour que les frais du personnel impliqué dans la collecte des données soient **pris en charge intégralement par chaque État**. Une contribution croissante des États est attendue au fur et à mesure du projet pour que les frais courants/ opérationnels (matériels de prélèvement, réactifs des laboratoires, hébergement informatique, etc.) soient couverts à presque la totalité par les budgets des États (ou de l'ALT et l'ABAKIR) à la fin du programme, afin de garantir la durabilité de l'Action.

#### Activités liées au produit 1.2 :

- Un **système d'information géographique sera disponible en ligne** pour faciliter l'accès aux données aux parties prenantes du bassin.
- L'Action soutiendra des **programmes de recherche** pour que la disponibilité de ces informations permette de renforcer les connaissances sur l'état des ressources actuelles et de **simuler des scénarios** sur leurs évolutions (simulation équilibre hydrique, scénarios climatiques, modélisation sédimentaire, etc.). Les informations collectées doivent également nourrir les processus décisionnels sur les actions à mener sur le bassin pour la préservation des ressources et l'adaptation aux changements climatiques.
- L'Action soutiendra également **l'élaboration de systèmes d'alerte précoce, couplée à des stratégies de réponse**, afin de minimiser l'impact des possibles inondations sur les populations, les infrastructures, etc.

#### Activités liées au produit 1.3 :

- Les processus, procédures et mécanismes de gestion régionale seront conçus et mis en œuvre par l'Autorité du lac Tanganyika et l'ABAKIR. **L'établissement d'un mémorandum d'accord** est un prérequis indispensable pour confirmer la volonté politique de travailler ensemble et la production d'information partagée, ainsi que d'explicitier les règles, les responsabilités et les procédures de collecte, traitement et diffusion des données entre les parties prenantes du bassin. Cela comprend également une réflexion sur la tarification des services proposés à une variété d'utilisateurs potentiels.
- Un **renforcement des cadres juridiques, réglementaires et politiques** pour la gestion des ressources en eau transfrontalières dans le bassin, avec des déclinaisons nationales, est envisagé. Une démarche pour favoriser le démarrage du **processus d'adhésion des pays du bassin à la Convention UNECE sur l'eau** sera également mise en place. Les aspects réglementaires et juridiques liés à l'économie circulaire seront pris en compte, notamment en lien avec les réformes nécessaires pour statuer sur les possibilités de réutilisation des eaux usées au niveau des différents pays ; la planification de mesures partagées entre pays en termes d'adaptation au changement climatique sera également soutenue, afin d'obtenir une réponse commune au sein du bassin.

- Parmi les stratégies de gestion transfrontalière des eaux, il est également envisagé de **développer une stratégie pour appuyer la durabilité de l'Action, surtout du point de vue technique et financier**. Pour se faire, l'Action appuiera les autorités régionales à attirer l'attention sur le bassin, en termes d'opportunités de recherche (en lien avec les produits 1.1 et 1.2), de financement et de contributions volontaires et à une communication proactive. De même, l'accès à la base de données pourrait être payant pour certains acteurs (privés, de recherche, etc.) afin de soutenir financièrement le réseau de surveillance environnementale.

#### Activités liées au produit 1.4 :

- Au-delà de l'établissement de règles communes, le rôle des organismes de bassin consistera notamment à centraliser, et faciliter la diffusion et l'utilisation des données lors de réunions, ateliers ou événements spécifiques. La construction d'une vision commune du bassin nécessitera **d'établir des espaces de dialogue inclusifs** pour confronter les interprétations et analyses de ces données à plusieurs échelles de gouvernance (communautés, société civile, autorités locales, nationales et supranationales).
- Les expériences de bassins versants transfrontaliers voisins, comme l'OKACOM, peuvent être bénéfiques à explorer. **Un renforcement des collaborations avec ces organismes de bassin**, mais aussi avec les communautés économiques opérant dans la région via des visites, réunions et ateliers communs sera déployé.
- La **mobilisation de ressources/ budgets nationaux et régionaux** devra être instaurée pendant la mise en œuvre de l'Action pour que ces espaces de dialogue multi-acteurs soient maintenus à la fin du programme.

#### Activités liées au produit 2.1 :

- L'Action vise à **sensibiliser et promouvoir une compréhension commune du concept d'économie circulaire inclusif** en faveur de la protection des écosystèmes aquatiques et terrestres du bassin, ainsi que des défis et des possibilités qu'elle présente, auprès des principales parties prenantes. Elle ciblera dans un premier temps des acteurs relais (incubateurs, ONG, OSC, institutions financières, centres de recherche) afin qu'ils partagent ces nouveaux modèles économiques dans leurs réseaux respectifs et qu'ils montent en compétence.
- L'Action accompagnera les autorités locales pour qu'elles puissent **développer des plans d'action inclusifs en faveur de l'économie circulaire** pour la diminution/ minimisation de la pollution des eaux du bassin.
- **Des partenariats seront également recherchés** avec les agences/ institutions nationales responsables de la gestion des déchets et des eaux usées (public utilities), afin d'assurer la pleine compréhension et collaboration dans l'approche d'économie circulaire.

#### Activités liées au produit 2.2 :

- **La mise en œuvre d'idées commerciales circulaires sera testée** dans différents contextes locaux. **Des projets seront mis en œuvre dans au moins deux pays** (sous forme de lot géographique) afin que l'ensemble des pays soit couvert par au moins une initiative. Les lots envisagés sont : 1/RDC-Rwanda ; 2/ Burundi-RDC ; 3/Tanzanie-Zambie. **Les déchets plastiques, les eaux usées, la lutte contre la sédimentation et la protection des bassins versants** (reboisement/ reforestation, agroforesterie, réduction des phénomènes d'érosion, etc.) sont les thématiques prioritaires pour les États membres de l'ALT et l'ABAKIR. Ces thématiques seront donc au cœur des activités mises en œuvre dans le cadre de ce produit.
- **Des projets pilotes menés dans le cadre des programmes LATAWAMA et PAGIRN (ex. Bujumbura, Bukavu et Kigoma) seront également mis à l'échelle dans l'esprit de l'économie circulaire**. Ces sites ont en fait démontré leur potentiel d'impact sur les eaux du lac Tanganyika : pour Bujumbura les activités d'amélioration de la gestion des eaux usées et des boues de vidange de la station d'épuration des eaux de Buterere et de leur valorisation ; pour Bukavu et Kigoma, les activités liées aux déchets solides, avec un focus sur la valorisation des ressources plastiques et organiques respectivement.
- Toutes les initiatives devront attester de la capacité de leur concept (technologie ou service) à générer des revenus dans le bassin, tout en réduisant les sources de pollution de l'eau et/ou de son impact et en protégeant les infrastructures portuaires. **Cette preuve de concept sera présentée aux institutions financières locales, régionales et/ou internationales** pour identifier les futurs partenaires d'extension (institutionnels, financiers, privés, etc.), afin de garantir la durabilité de l'Action.

#### Activités liées au produit 2.3 :

- Des interventions **d'amélioration et de renforcement de la résilience climatique des infrastructures au**

**niveau des principaux ports du lac Tanganyika sont, dans la mesure du possible, envisagées.**

- L'Action permettra également de **renforcer la logistique et les modalités actuelles de transport lacustre**, tout en préservant les ressources naturelles et halieutiques ; des activités seront développées pour contribuer à i) améliorer et garantir la sécurité de la navigation (e.g. systèmes d'inspection préventive des navires pour éviter toute sorte de situation d'urgence/accident), ii) introduire un système numérique de monitoring des navires/ bateaux et d'échange d'informations entre les ports ; iii) élaborer un système de cartographie des parcours lacustres ; iv) stimuler le développement de services de construction, réparation et entretien des navires/ bateaux ; v) renforcer les capacités des différentes autorités portuaires.
- Une attention particulière sera également mise sur **l'analyse (et l'éventuelle réponse) de la pollution des eaux par les bateaux/ navires** présents au niveau du lac Tanganyika, en lien avec les activités liées au produit 1.1, ainsi que sur les systèmes d'alerte (produit 1.2) qui permettront de faire face aux impacts climatiques.

#### **Activités liées au produit 2.4 :**

- L'Action vise à **faciliter la mise en place de l'Organe de Gestion du Corridor de Transport du Lac Tanganyika (OGC-CTLT)**, afin de renforcer la gouvernance du corridor. Les objectifs d'intégration régionale, compétitivité, durabilité et sécurité du transport seront poursuivis par cet organe.
- La construction d'une vision commune nécessitera **d'établir des espaces de dialogue inclusifs entre les autorités gouvernementales nationales, l'autorité régionale du lac Tanganyika, les représentants du secteur privé et de la société civile**, pour aboutir à des initiatives et des stratégies communes et agréées pour le développement du corridor (y compris la création de partenariats publics-privés - PPP, le cas échéant).
- **Les expériences des corridors voisins (nord, central et sud) seront explorées et des mécanismes de collaboration seront développés**, afin de renforcer l'intégration régionale et ainsi garantir la pérennité de l'Action. Un renforcement des collaborations avec d'autres corridors (TEN-T Rhine-Danube, The Great Lakes-St. Lawrence Seaway System (GLSLS), etc.) sera donc recherché et déployé.
- La **mobilisation de ressources/ budgets nationaux et/ou régionaux et d'investissements privés devra être instaurée** pendant la période de mise en œuvre de l'Action pour que ces espaces de dialogue soient maintenus à la fin du programme.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette Action se réfère, sera complétée par d'autres contributions d'États membres et/ou d'institutions financières européennes en suivant une approche «Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

### **3.3 Intégration des questions transversales**

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en considération au cours de la conception (des projets qui découlent de cette Action).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'Action en tant que catégorie B (pour laquelle une EIE sera réalisée). L'EIE sera effectuée lors de la mise en œuvre des activités des produits 2.2 et 2.3 de l'Action et prendra également en compte les risques climatiques (voir point ci-dessous). Elle inclura des recommandations pour promouvoir davantage les bénéfices environnementaux en relation avec l'Action (mesures additionnelles à mettre en œuvre dans les alentours des installations d'élimination des déchets, de traitement des eaux résiduaires (hors catégorie A), des sites de dépôt de boues et des infrastructures portuaires, afin de porter encore plus de bénéfices à l'environnement et à l'atténuation des effets du changement climatique).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette Action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire), car il est estimé que l'Action ne sera pas affectée de manière consistante par le changement climatique. L'aléas climatique observé dans la région qui pourrait impacter le plus l'action est représenté par les pluies torrentielles, qui affecteraient le fonctionnement des stations d'épuration des eaux usées et de leur réseau de collecte, mais cet élément sera intégré dans l'EIE.

Il faut également souligner que l'Action vise à :

- Améliorer la protection de l'environnement dans le bassin versant, en diminuant les sources de pollution diffuses et ponctuelles affectant les ressources en eau, les écosystèmes aquatiques et leurs impacts sur la biodiversité et la santé humaine.
- Réduire les phénomènes d'érosion et de sédimentation, qui représentent à la fois une source de pollution (physique) affectant les ressources en eau, les écosystèmes aquatiques et les infrastructures de transport.
- Étudier les phénomènes climatiques et leurs impacts présents et futurs.
- Accompagner les autorités régionales, nationales et locales dans l'élaboration de systèmes d'alerte et de stratégies d'adaptation au changement climatique pour diminuer la vulnérabilité des populations.

---

### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette Action porte la mention G1. Cela implique qu'elle soutiendra l'engagement des femmes dans le développement du système de surveillance qualitative, quantitative et climatique du bassin (produit 1.1). L'Action promeut également l'inclusion sociale des femmes en veillant à la représentation des sexes dans les formations et le dialogue avec les parties prenantes, avec des indicateurs spécifiques sensibles au genre (produits 1.3, 1.4, 2.1 et 2.4). L'Action soutiendra les intérêts des femmes dans leurs tâches domestiques par rapport à la valorisation potentielle des déchets. Elle prêtera une attention à l'inclusion des femmes au-delà de leur rôle d'utilisateurs en les encourageant fortement à postuler aux programmes d'entrepreneuriats et de recherche financés par l'Action (produits 1.2 et 2.2) et à participer aux activités de développement des infrastructures portuaires (produit 2.3).

---

### **Droits de l'homme**

L'Action contribue au bien-être des populations en améliorant la qualité des ressources en eau, l'accès à un environnement sain et le développement du commerce. Elle vise également à renforcer leur capacité de résilience et d'autonomie en développant leurs droits socio-économiques et en réduisant leur exposition aux phénomènes climatiques extrêmes.

L'approche basée sur les droits sera appliquée tout au long de la mise en œuvre de l'Action. Elle cherchera également à renforcer la transparence et la redevabilité des services auprès des détenteurs d'obligation et des titulaires de droits, notamment ceux et celles dans les situations de plus grande vulnérabilité de droits.

La transition vers une économie circulaire juste et une intégration régionale renforcée (au travers le renforcement des échanges commerciaux) contribuera également à la création et/ou l'amélioration d'emplois décents.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette Action porte la mention D1. Cela implique que bien que l'Action n'ait pas comme objectif recherché l'inclusion des personnes handicapées, dans le ciblage des bénéficiaires (notamment pour les produits 2.1 et 2.2) une attention particulière sera donnée à l'implication des personnes handicapées selon une approche inclusive.

---

### **Réduction des inégalités**

Le taux de pauvreté dans le bassin est important, avec de grandes disparités entre le milieu urbain et rural. Les distances importantes avec les centres urbains génèrent également une plus grande dépendance aux ressources du lac. L'amélioration de la qualité des eaux du bassin est donc un enjeu crucial pour maintenir les moyens de subsistance de ces communautés et éviter de renforcer les inégalités. De même, le renforcement de l'intégration régionale et du transport favorisera le commerce, et donc l'économie, dans l'ensemble du bassin, avec un impact important sur la réduction des inégalités. L'Action prévoit un ciblage géographique pour lutter contre les inégalités spatiales. Elle

envisage également d'adopter une approche bénéficiaire en instaurant un dialogue social à l'échelle régionale avec les organismes de bassin, mais aussi pour le déploiement des activités d'économie circulaire et de gouvernance du transport lacustre. Les données du réseau de surveillance environnementale seront utilisées pour réaliser des diagnostics et évaluations afin de maximiser le ciblage des actions prévues.

---

## **Démocratie**

L'Action vise à développer une approche inclusive et participative dans la gestion des ressources en eau, la valorisation des déchets solides et le développement du transport lacustre. Cette approche sera développée pour faciliter la participation d'une diversité des parties prenantes aux processus de décision des organismes de bassin. La bonne gouvernance du bassin passera également par la transparence des données du système de surveillance environnementale qui seront accessibles aux communautés. Enfin, l'engagement des populations est au cœur de cette Action, en particulier dans sa composante d'économie circulaire et de gouvernance du secteur du transport (participation des représentants de la société civile/ des communautés dans l'OGC).

---

## **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Le périmètre du bassin versant est complexe et sensible avec des relations tendues entre certains pays. En soutenant les organismes de bassin transfrontalier, l'Action contribue à la mise en place de plateformes de dialogue multi-acteurs dans lesquelles la protection des eaux catalyse les coopérations. De nombreux exemples à travers le monde tels que le Danube ou le Sénégal montrent que la coopération transfrontalière pour la gestion durable des ressources naturelles peut générer des avantages socio-économiques et galvaniser les efforts en faveur de la stabilité et de la paix. De plus, l'intégration économique et du transport pourront conduire à un dividende de paix plus fort et pousser les différentes parties prenantes à éviter les conflits pour maintenir intègre le corridor de transport.

---

## **Réduction des risques de catastrophes**

La population du bassin est confrontée à de multiples aléas. Le système de surveillance doit permettre de mieux caractériser les risques et les zones prioritaires à l'échelle du bassin versant et définir des stratégies adaptées visant à atténuer les effets du changement climatique et prévenir les désastres naturels. Le système d'alerte favorisera les interventions des autorités locales et nationales en amont de phénomènes climatiques importants afin de préserver les populations riveraines et, si possible, les infrastructures.

Les activités prévues dans le cadre de cette Action vont atténuer les effets du changement climatique et prévenir les désastres naturels, contribuant ainsi à réduire le risque de mouvements internes des populations. Par ce biais, l'Action contribuera également au Nexus Humanitaire-Développement-Paix.

---

## **Autres considérations, le cas échéant**

### **Création d'emplois verts**

L'Action soutient localement des acteurs économiques pour développer des idées commerciales circulaires. Ces initiatives généreront des emplois dans le bassin tout en réduisant les sources de pollution de l'eau. A travers les activités de sensibilisation au concept d'économie circulaire, l'Action renforcera aussi les capacités des acteurs qui accompagnent l'innovation et la création d'entreprises. Les principes d'économie circulaire seront mieux intégrés dans les modèles d'affaires et favoriseront la création d'emplois verts dans le bassin. L'amélioration de la logistique et des modalités actuelles de transport lacustre contribuera à la création d'emplois, tout en respectant la protection de l'environnement.

### **Secteur privé**

Le secteur privé est une partie prenante clé pour la mise en œuvre et la durabilité de l'Action. C'est une cible prioritaire pour le développement des modèles d'affaires d'économie circulaire et la promotion de leur concept, ainsi que pour le renforcement de la gouvernance et du commerce dans le CTLT. Le changement de pratique des acteurs privés contribuera à améliorer la qualité des ressources en eau du bassin et les échanges commerciaux. Des partenariats public-privé pourraient être mis en place i) pour s'assurer que les équipements et matériels nécessaires au bon fonctionnement du système de surveillance soient produits régionalement et ii) en tant que mécanisme de gouvernance du transport lacustre en contribuant à la croissance économique régionale.

### **Numérisation**

Des outils numériques seront développés pour améliorer la collecte de données et le suivi de l'état des ressources en eau du bassin. Les acteurs chargés du système de surveillance (organismes de bassin, autorités nationales, universités, etc.) bénéficieront d'infrastructures adaptées à ces enjeux de partage d'informations. Le renforcement institutionnel prévu contribuera également à améliorer les compétences en informatique et en communication du personnel de ces institutions. Dans la mesure du possible, la numérisation concernera également le secteur des déchets (tracking des camions de collecte, collecte des redevances, etc.) et du suivi environnemental.

Des outils numériques seront également développés pour permettre le monitoring des navires/ bateaux au niveau du lac, mais également pour favoriser les échanges d'informations entre ports, voire autorités portuaires.

### Mouvement des populations

Contribuant à l'atténuation des effets du changement climatique, et en particulier à la prévention des désastres naturels (inondations, glissements de terrains, etc.) et de leurs conséquences, cette Action préviendra ou réduira les mouvements internes des populations. Les désastres naturels, en fait, représentent une des causes principales des « déplacés internes » au niveau du bassin. L'approche inclusive et participative qui sera mise en place par l'Action permettra aussi de prendre en compte les besoins différenciés des communautés, y compris des rapatriés et des déplacés, en ligne avec le principe de « ne laisser personne de côté ».

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Elevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Elevée/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1. Environnement extérieur	Risque 1. La dégradation de la situation sécuritaire, sanitaire, politique ou économique des pays	M	E	Renforcer le dialogue avec les services des Ministères de l'Intérieur, voire de la sécurité publique, pour suivre l'évolution des conditions sécuritaires dans les cinq pays. Mettre en œuvre des plans de contingence, qui seront élaborés au préalable pour répondre efficacement aux possibles situations de crise.
1. Environnement extérieur	Risque 2. La faible inclusion du Rwanda, voire de l'ABAKIR, dans les activités du programme	E	M	Intégrer les représentants du Rwanda/ de l'ABAKIR dans l'ensemble des organes de gouvernance du projet pour faciliter le dialogue multi-pays. S'appuyer sur le MoU ALT-ABAKIR pour faciliter le partage d'informations et de connaissances. Renforcer la coopération avec le Rwanda via les acteurs académiques (programme de recherche commun) et économiques.
1. Environnement extérieur	Risque 3. La dégradation des infrastructures portuaires par des phénomènes environnementaux (sédimentation, érosion, inondations, etc.)	M	E	Intégrer les aspects de protection des bassins versants dans l'ensemble des interventions afin de protéger les infrastructures portuaires et garantir la pérennité de l'Action. Intégrer au système d'alerte précoce et aux plans de réponse, une composante spécifique liée aux ports.
2. Planification, processus et systèmes	Risque 4. La faible viabilité des modèles commerciaux d'économie circulaire	E	M	Éprouver la faisabilité et viabilité des projets proposés, aux différentes étapes de conception afin de s'assurer des chaînes d'approvisionnement (disponibilité en quantité, qualité et à des tarifs abordables des substances polluantes à valoriser) et de distribution.

3. Personnes et organisation	Risque 5. Le faible engagement des autorités ne permet pas de doter les organismes de bassin en ressources humaines et financières pour pérenniser les résultats du projet	E	E	Impliquer dans toutes les phases du programme les autorités et les Ministères nationaux des cinq pays, via les instances des organismes de bassin et les modalités de gouvernance du projet. Décentraliser l'équipe de coordination au sein de l'ALT/ABAKIR pour faciliter le renforcement des compétences des organismes de bassin. Établir un engagement financier progressif des autorités, dès le début de l'Action. Déployer une approche participative dans la mise en place de l'OGC, pour assurer sa durabilité.
3. Personnes et organisation	Risque 6. Les difficultés opérationnelles de coordonner des activités simultanément dans cinq pays	E	M	S'assurer que les partenaires de mise en œuvre prévoient une gestion décentralisée des activités, à travers le déploiement d'équipes dans chaque pays. Renforcer l'implication des DUE concernées. Créer des groupes de travail avec l'implication des autorités, dans la gouvernance de l'Action.
3. Personnes et organisation	Risque 7. Les possibles intérêts conflictuels des acteurs académiques dans le partage des résultats	M	F	Instaurer un comité scientifique depuis le démarrage de l'Action. Impliquer un organisme de recherche international dans la coordination des actions.
3. Personnes et organisation	Risque 8. Le manque d'engagement des communautés bénéficiaires de l'Action dans l'appropriation du projet	F	M	Intensifier les activités d'éducation environnementale et à l'économie circulaire, afin d'établir un lien clair entre les efforts de valorisation des déchets pour protéger l'environnement et les bénéfices sociaux et économiques qui en découlent pour la population. Privilégier des activités qui impliquent la participation communautaire. Instaurer des espaces de dialogue pour renforcer les relations entre les autorités régionales et les OSC.

### Enseignements tirés :

L'Action cherchera à capitaliser sur les bonnes pratiques et les leçons apprises des programmes LATAWAMA et PAGIRN, d'initiatives passées dont les thématiques (économie circulaire, système d'informations sur l'eau) et zones géographiques d'intervention (bassin versant du lac Tanganyika et Kivu) sont semblables ou proches. Les principaux enseignements à prendre en compte sont :

### Appropriation de l'Action par les autorités

Afin de garantir une mise en œuvre adéquate et favoriser la pérennité des résultats, il est fondamental que les autorités nationales puissent contribuer à l'Action de sa formulation à sa mise en œuvre. Le non-engagement financier (personnel, frais de fonctionnement, réactifs, etc.) des autorités nationales, voire de bassin, ne permettrait pas la durabilité du réseau de surveillance environnementale et de la gouvernance du corridor de transport. Le partage et l'échange d'informations, ainsi que les mécanismes de rapportage, seront au cœur de cette Action afin de garantir l'appropriation par l'ensemble des pays. Des points focaux seront nommés dans les différents pays pour participer aux réunions du Comité de Pilotage (COPIL) de l'Action.

### Modalités de coordination de l'Action

Un projet régional basé à Bujumbura et dont l'exécution se fait majoritairement en dehors du Burundi doit répondre à des modalités de gestion spécifiques formalisées dans un manuel de procédures qui inclut des chapitres liés à un projet régional. Les modalités pratiques de collaboration avec les institutions (dont les laboratoires, les autorités portuaires, etc.) doivent être détaillées (répartition budgétaire, opérationnalisation du partage des informations, etc.).

Des équipes projet doivent être déployées dans chaque pays d'intervention, afin d'assurer la correcte mise en œuvre, un suivi adéquat et une appropriation de l'Action au niveau local. Une équipe de coordination opérationnelle, financière et administrative dédiée exclusivement au projet sera affectée au siège du Secrétariat de l'ALT (avec des missions régulières au siège de l'ABAKIR) afin d'assurer une mise en œuvre adéquate de l'Action et, en même temps, un renforcement des capacités des autorités de bassin. Un expert technique basé au Secrétariat de l'ALT permettra également de garantir une coordination de l'ensemble de l'Action et un renforcement des capacités des différentes parties prenantes. Un groupe de travail devrait être mis en place pour discuter des modalités d'exonération de la TVA

et des taxes douanières au niveau régional.

### **Ciblage des activités**

Les fonds disponibles pour les activités locales sont conséquents, mais une trop grande dispersion limiterait leur efficacité et entraînerait un manque de durabilité des actions. Un ciblage géographique et thématique des activités locales doit davantage s'appuyer sur les premiers résultats du réseau de surveillance environnementale, afin d'optimiser leurs impacts sur la qualité des eaux du bassin des lacs Tanganyika et Kivu.

### **Capacités locales**

Un renforcement des compétences et des capacités financières est nécessaire à l'échelle locale pour assurer la pérennisation de l'Action. Cela comprend des formations techniques pour acquérir des connaissances sur des procédés spécifiques. Un support de gestion est également nécessaire dans la formulation de demande de financement, le suivi et l'interprétation des indicateurs environnementaux, etc.

### **Pérennisation des systèmes d'information**

Plusieurs bassins versants transfrontaliers en Afrique ont mis en place des systèmes d'information (Sénégal, Mekrou, Congo, etc.). Les manuels et rapports publiés à leur sujet mettent en avant plusieurs critères clés pour permettre leur durabilité : i) prendre en compte les besoins en information des institutions nationales ; ii) définir un cadre institutionnel de coordination et d'échange des données ; iii) mettre en œuvre le système de façon progressive avec dans un premier temps un nombre limité de paramètres ; iv) garantir des capacités financières et techniques aboutissant à un fonctionnement autonome ; v) mettre en place des collaborations avec des partenaires, notamment la recherche ; vi) ne pas négliger le contrôle de la qualité des données ; vii) trouver un rapport acceptable entre le coûts et la valeur des données obtenues.

### **Renforcer la participation**

L'implication des parties prenantes est clé pour renforcer l'impact de l'Action. Une consultation adéquate doit être instaurée dès les premières étapes de formulation des projets pour mieux intégrer les besoins et capacités des acteurs. La création d'espaces de dialogue multi-acteurs permettrait un échange d'expériences et le développement de réflexions sur les solutions à entreprendre pour améliorer la qualité de vie environnementale des citoyens. Elle renforcerait aussi la légitimité des organismes de bassin qui souffrent d'une faible reconnaissance dans la région.

Les expériences du JRC et du réseau international des organismes de bassin en matière de monitoring transfrontalier des ressources en eau sont des sources d'apprentissage importantes pour la mise en place du système de surveillance. Des enseignements précieux sont également à tirer des expériences des autres corridors de la sous-région, ainsi que d'autres OGC internationaux, afin d'apprendre les bonnes pratiques de gouvernance et d'assurer une pérennisation.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette Action est bâtie sur plusieurs éléments :

- L'importance d'une capitalisation des interventions précédentes des programmes LATAWAMA et PAGIRN ;
- La nécessité de connaître l'état des ressources pour les gérer de manière adéquate ;
- L'importance de l'instauration d'un système de surveillance environnementale pour permettre de prioriser les zones géographiques et les actions à mener pour améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières ;
- La nécessité d'un renforcement des capacités institutionnelles pour créer les conditions humaines, techniques et financières pour la pérennisation des résultats de l'action ;
- La diplomatie régionale et les coopérations transfrontalières incarnées par d'autres acteurs (académiques, économiques, autorités locales, société civile) s'enrichissent mutuellement.
- Les solutions circulaires réduisent la pression sur les ressources en eau et les écosystèmes en valorisant économiquement les possibles polluants comme des ressources.

L'intervention est constituée de plusieurs composantes qui se focalisent sur :

- Le renforcement, voire la mise en place, d'un système de surveillance qualitative, quantitative et climatique du bassin, accompagné par un volet d'analyse et de recherche, qui permettront la mise en place et l'exploitation d'une base de données et le développement de modèles de simulation sur l'état des ressources et les effets du changement climatique (produits 1.1 et 1.2).
- Le développement de règles, rôles et responsabilités et de procédures de collecte, traitement et diffusion des données entre les parties prenantes du bassin, ainsi que le renforcement des cadres juridiques, réglementaires, politiques et de collaboration entre organismes de bassin pour la gestion des ressources en eau transfrontalières. Cette approche permettra de développer des stratégies et procédures de gestion des ressources, ainsi que de consolider et étendre des espaces de dialogue et de coordination (produit 1.3 et 1.4).
- La sensibilisation et la promotion d'une compréhension commune du concept d'économie circulaire inclusif en faveur de la protection des eaux du bassin, accompagnées par la mise en œuvre d'activités d'économie circulaire concernant les déchets liquides et solides et la protection des bassins versants, qui bénéficient à la population dans toute sa diversité. Ceci permettra de faire comprendre et de partager parmi les parties prenantes les potentiels avantages de l'économie circulaire, et de tester et valider des modèles inclusifs dans différentes conditions locales (produits 2.1 et 2.2).
- L'amélioration de la sécurité de la navigation, la numérisation des systèmes de monitoring des bateaux et d'échange d'informations, le développement de services d'entretien, réparation et maintenance des bateaux, le renforcement des capacités des autorités portuaires, ainsi que la mise en place d'espaces de dialogue inclusifs/coordination et de développement de stratégies régionales harmonisées pour le transport lacustre. Ceci améliorera les infrastructures, la logistique et les modalités de transport dans le lac, et développera des initiatives de coordination transfrontalière par le Corridor de Transport (produits 2.3 et 2.4).

Cette logique d'intervention sera également soutenue par une approche participative et inclusive au niveau local, qui permettra l'implication active de toute la population (femmes, hommes, jeunes, vulnérables, minorités, rapatriés, déplacés, etc.) et des organisations de la société civile (locales comme internationales), qui joueront un rôle clé non seulement grâce à leur engagement dans la mise en œuvre de l'Action, mais également grâce à leur fonction de relais avec les populations bénéficiaires et les autorités locales. Les communautés seront sollicitées avec trois niveaux d'implication différents : i) participants à des activités de sensibilisation sur l'impact de l'économie circulaire sur l'état des ressources en eau (produit 2.1) ; ii) en étant consultées pour l'identification et la mise en œuvre des activités d'économie circulaire (produit 2.2) ; iii) comme contributeurs actifs de la collecte des données/ informations sur l'état des ressources en eau pour le système de surveillance environnementale, et du développement des stratégies de réponse et de bonne gouvernance de l'OGC (produits 1.1, 1.2 et 2.4).

Si i) un système de surveillance environnemental transfrontalier des aspects qualitatifs, quantitatifs et climatiques du bassin est fonctionnel, si ii) des modèles de simulation et des informations sur l'état des ressources du bassin et les effets du changement climatique sont mis à disposition des parties prenantes, si iii) des stratégies et procédures de gestion transfrontalière des ressources sont développées dans le bassin, et si iv) des espaces de dialogue inclusifs et de coordination avec différentes parties prenantes sont consolidés et étendus, alors l'Action contribuera à améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières des lac Tanganyika et Kivu.

Si i) les connaissances des potentiels avantages de l'économie circulaire des décideurs politiques, des entreprises, des consommateurs et de la société civile (qui représente la population dans toute sa diversité) sont renforcées, si ii) des

modèles d'économie circulaire inclusifs sont testés et validés dans différentes conditions locales, si iii) les infrastructures, la logistique et les modalités de gestion du transport dans le lac Tanganyika sont améliorées, et si iv) des stratégies et des initiatives de coordination transfrontalière sont développées au bénéfice du Corridor de Transport du Lac Tanganyika, alors l'Action contribuera à améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin.

Si i) les conditions politiques, sécuritaires, sanitaires et économiques des pays du bassin sont stables (voire s'améliorent), si ii) les autorités nationales, voire de bassin, s'approprient et s'engagent dans l'Action, si iii) la gestion des ressources en eau transfrontalières s'améliore, et si iv) l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives s'améliore, alors l'Action contribuera à l'amélioration de la biodiversité et du développement humain dans le bassin des lacs Tanganyika et Kivu.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.

Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

#### MODALITE DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs/ source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (Au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	OG. Améliorer la biodiversité et le développement humain dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu	1. 1.Index de la liste rouge des espèces protégées/ Red List Index (GERF 1.7, SDG 15.5.1)  2. Abondance moyenne des espèces (MSA) dans les lacs Tanganyika et Kivu  3. Proportion des masses d'eau suivie par le projet dont la qualité de l'eau ambiante est bonne (estimé par les variables de : concentration des principaux paramètres physico-chimiques (OD, TSS, phosphates, formes de l'azote, métaux lourds, etc) dans les zones côtières des cinq villes)  4. Proportion de la population en dessous du seuil international de pauvreté dans les bassins des lacs Tanganyika et Kivu ( <i>ventilé par sexe et pays</i> ) (SDG 1.1.1)	1. À déterminer (2023)  2. À déterminer (2023)  3. À déterminer (2023)  4. A déterminer (2023)	1. À déterminer (2029)  2. À déterminer (2029)  3. À déterminer (2029)  4. À déterminer (2029)	1. Critères de la Liste rouge de l'UICN aux niveaux régionaux et national <a href="https://www.iucnredlist.org/fr/resources/regionalguidelines">https://www.iucnredlist.org/fr/resources/regionalguidelines</a>  2. et 3. Système de surveillance environnementale de l'Action  4. SDG Tracker website	<i>Non applicable</i>

<b>Réalisation 1</b>	OS.1 Améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières du lac Tanganyika et du lac Kivu	<p>1.1 Nombre de pays du bassin qui ont déposé la demande d'adhésion à la Convention des Nations unies sur l'eau de 1992</p> <p>1.2 Zones d'écosystème d'eau douce sous a) protection, b) gestion durable avec le soutien de l'UE (ha) (GERF. 2.9)</p> <p>1.3 Taux du budget de fonctionnement du réseau de surveillance couvert par les autorités régionales et nationales (consommables, ressources humaines, hébergement, maintenance, etc.)</p> <p>1.4 Nombre de stratégies de gestion de ressources naturelles développées avec les données produites par le système de surveillance environnementale, incluant des objectifs en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, conformément au plan d'action en faveur de l'égalité des sexes de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) (<i>ventilé par pays</i>)</p> <p>1.5 Nombre de pays et villes ayant des stratégies en matière de changement climatique et/ou de réduction des risques de catastrophe a) développées, b) mises en œuvre avec le soutien de l'UE (GERF 2.5) (<i>ventilé par pays</i>)</p>	<p>1.1 0 (2023)</p> <p>1.2 a) À déterminer ; b) 0 (2023)</p> <p>1.3 15% (2023)<sup>2</sup></p> <p>1.4 0 (2023)</p> <p>1.5 0 (2023)</p>	<p>1.1 Au moins 3 (2029)</p> <p>1.2 a) À déterminer ; b) À déterminer (2029)</p> <p>1.3 90% (2029)</p> <p>1.4 5 - Au moins 1 par pays (2029)</p> <p>1.5 5 - Au moins 1 par pays (2029)</p>	<p>1.1 Journaux officiels/Rapports des Nations Unies</p> <p>1.2 a) World Database on Protected Areas (WDPA) (<a href="http://www.protectedplanet.net/">www.protectedplanet.net/</a>) ; b) Système de surveillance de l'Action</p> <p>1.3 Budget annuel de l'ALT et des laboratoires</p> <p>1.4 Système de surveillance de l'Action</p> <p>1.5 Système de surveillance de l'Action</p>	<p>Les informations fournies sont utilisées, de manière efficace, efficiente et continue, par les acteurs nationaux et interrégionaux</p>
<b>Réalisation 2</b>	OS.2 Améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin du lac	<p>2.1 Volume de fret (désagrégué par mode de transport et par pays)</p> <p>2.2 Ratio de l'effet de levier des investissements</p> <p>2.3 Nombre de micro, petites et moyennes entreprises appliquant des pratiques de consommation et de production durables avec</p>	<p>2.1 À déterminer (2023)</p> <p>2.2 0 (2023)</p> <p>2.3 0 (2023)</p>	<p>2.1 À déterminer (2029)</p> <p>2.2 3 (2029)</p> <p>2.3 10 - Au moins 2 par pays (2029)</p>	<p>2.1 Rapport annuels des autorités portuaires/ Statistiques nationales</p> <p>2.2 Rapports d'activités du programme</p>	<p>Les principes de bonne gouvernance sont appliqués et promus par toutes les parties prenantes de l'Action</p> <p>Les conditions de sécurité dans le bassin ne s'aggravent pas</p>

<sup>2</sup> Estimation sur la base des coûts des salaires, approvisionnement en réactifs, frais courants (électricité, loyers, petites maintenances, etc.), frais d'échantillonnage, consommables.

	Tanganyika et du lac Kivu	le soutien de l'UE ( <i>ventilé par pays</i> ) (GERF 2.6)  2.4 Pourcentage de bénéficiaires ciblés par l'action activement inclus dans des chaînes de valeurs vertes/circulaires ( <i>ventilé par secteur et sexe</i> )	2.4 0% (2023)	2.4 20% (2029)	2.3 Enquête de début et de fin de l'Action  2.4 Enquête de début et de fin de l'Action	
<b>Produit 1</b> <b>Lié à la réalisation/</b> <b>objectif spécifique</b> <b>1</b>	P.1.1 Un système de surveillance environnemental transfrontalier des aspects qualitatifs, quantitatifs et climatiques du bassin des lacs Tanganyika et Kivu est fonctionnel	1.1.1 Nombre de stations hydrologiques (a), pluviométriques (b) et laboratoires (c) opérationnels pour collecter les données de terrain du système de surveillance ( <i>ventilé par pays</i> )  1.1.2 Pourcentage de données diffusées sur le webgis après vérification avec l'appui de l'Action 1.1.1	1.1.1 a) 0, b) 0, c) 4 (2023)  1.1.1 1.1.2 À déterminer (résultats programme LATAWAMA au 31/12/2023)	1.1.1 a) 55, b) 45, c) 6 (2029)  1.1.2 Au moins 80% (2029)  1.1.1	1.1.1 et 1.1.2 Rapports d'activités du programme  Rapport d'évaluation finale du programme  Site internet de l'ALT et ABAKIR	Les acteurs nationaux et régionaux disposent d'informations vérifiées sur l'état des ressources en eau à l'échelle du bassin versant
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation/</b> <b>objectif spécifique</b> <b>1</b>	P.1.2 Des modèles de simulation et des informations sur l'état des ressources du bassin et les effets du changement climatique sont mis à disposition des parties prenantes	1.2.1 Nombre de modèles de simulation mis à disposition des parties prenantes ( <i>ventilé par pays</i> )  1.2.1 1.2.2 Nombre de systèmes d'alerte transfrontaliers pour réduire les risques d'inondation, élaborés avec le soutien de l'UE ( <i>ventilé par pays</i> )	1.2.1 0 (2023)  1.2.2 0 (2023)	1.2.1 Au moins 3 (bilan hydrique, scénarios climatiques, modélisation sédimentaire, indice général de qualité des eaux, etc.) (2029)  1.2.1 1.2.2 Au moins 4 (lac Kivu, nord, centre et sud lac Tanganyika) (2029)	1.2.1 et 1.2.2 Rapports d'activités du programme	L'analyse des données environnementales permet de prévoir les évolutions des ressources en eau et d'élaborer des stratégies d'adaptation et de réduction des risques

<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation/</b> <b>objectif spécifique</b> <b>1</b>	P.1.3 Des stratégies et procédures de gestion transfrontalière des ressources sont développées dans le bassin des lacs Tanganyika et Kivu	1.3.1 Nombre d'accords sur le partage d'informations et la gestion des ressources rédigés au niveau régional avec l'appui de l'UE  1.3.2 Nombre de stratégies de gestion transfrontalière développées grâce à l'Action ( <i>ventilé au niveau géographique : national et régional</i> )	1.3.1 0 (2023)  1.3.2 2 PAS régionaux et 0 nationaux (2023)	1.3.1 2 (1 accord sur le partage des informations entre les Etats membres et ALT/ABAKIR et 1 avec parties prenantes extérieures) (2029)  1.3.2 5 PAS nationaux et 1 PAS régional (pour les 5 pays) (2029)	1.3.1 et 1.3.2 Rapports d'activités du programme	Les parties prenantes utilisent les recommandations et orientations des stratégies développées
<b>Produit 4</b> <b>lié à la réalisation/</b> <b>objectif spécifique</b> <b>1</b>	P.1.4 Des espaces de dialogue inclusifs et de coordination avec différentes parties prenantes sont consolidés et étendus	1.4.1 Nombre de mécanismes de coordination pour partager les résultats et les expériences mis en place avec le soutien de l'Action	1.4.1 1 (Conférence des Ministres et Comité de gestion de l'ALT) (2023)	1.4.1 Au moins 5 (organes existants + Comité scientifique + Réunion bailleurs de fonds + Réunions société civile) (2029)	1.4.1 Rapports d'activités du programme	La coopération transfrontalière n'est pas exclusivement incarnée par les acteurs politiques  Des espaces de dialogues multi-acteurs sont institués et financés par les autorités régionales et nationales

<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation/ objectif spécifique 2</b>	P.2.1 1 Les connaissances des potentiels avantages de l'économie circulaire des décideurs politiques, des entreprises, des consommateurs et de la société civile (qui représente la population dans toute sa diversité) sont renforcées	2.1.1 Nombre d'organisations multiplicatrices dans le bassin qui ont incorporé le sujet de l'économie circulaire dans leurs cadres stratégiques ou instruments d'appui technique et financier avec l'appui de l'Action ( <i>ventilé par pays et par type d'organisation : ONGs, incubateurs start-up, instituts de microfinance, organisations hybride, associations</i> )	2.1.1 0 (2023)	2.1.1 10 (2029)	2.1.1 - 2.1.3 Rapports d'activités du programme	La promotion du concept de l'économie circulaire par des organisations multiplicatrices augmente la dissémination des principes de l'économie circulaire aux possibles individus et entreprises  Les entreprises appuyées par l'UE seront des entreprises avec des idées de transformation circulaire
		2.1.2 Nombre de Plans d'Action en faveur de l'économie circulaire développés par les autorités locales avec l'appui de l'UE ( <i>ventilé par pays</i> )	2.1.2 0 (2023)	2.1.2 5 - Au moins 1 par pays (2029)		
		2.1.3 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions de développement de l'EFP/ des compétences au niveau de l'établissement ou du lieu de travail (GERF 2.14) ( <i>ventilé par sexe et par pays</i> )	2.1.3 0 (2023)	2.1.3 50 - Au moins 10 par pays (2029)		
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation/ objectif spécifique 2</b>	P.2.2 Des modèles d'économie circulaire inclusifs sont testés et validés dans différentes conditions locales	2.2.1 Nombre d'entreprises d'économie circulaire ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE (GERF 2.17) ( <i>ventilé par pays et sexe</i> )	2.2.1 0 (2023)	2.2.1 2 (2029)	2.2.1 - 2.2.3 Rapports d'activités du programme	Les preuves de concepts sont bancables dans le marché local et donc attractives pour des investisseurs (autres porteurs de projet et/ou des institutions financières)
		2.2.2 Nombre de personnes impliquées directement dans des activités d'économie circulaire avec le soutien de l'Action ( <i>ventilé par genre et groupe – handicapés, rapatriés, etc.</i> )	2.2.2 0 (2023)	2.2.2 600 (2029)		
		2.2.3 Nombre (a) d'emplois, (b) d'emplois verts soutenus par l'UE (GERF 2.13) ( <i>ventilé par pays, sexe, handicap et autres groupes vulnérables</i> )	2.2.3 0 (2023)	2.2.3 À déterminer (2029)		
		2.2.4 Pourcentage de femmes occupant des postes de direction dans les entreprises de l'économie verte et de l'économie circulaire	2.2.4 À déterminer (2023)	2.2.4 À déterminer (2029)		

<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation/ objectif spécifique</b> <b>2</b>	P.2.3 Les infrastructures, la logistique et les modalités de gestion du transport dans le Lac Tanganyika sont améliorées.	2.3.1 Nombre d'inspections préventives des navires réalisées avec l'appui de l'Action (ventilé par pays)	2.3.1 0 (2023)	2.3.1 40 - Au moins 10 par pays (2029)	2.3.1 - 2.3.4 Rapports d'activités du programme  Compte rendu des organes de gouvernance	Les autorités nationales et les acteurs du secteur s'investissent dans le développement du commerce du CTLT
		2.3.2 État de réalisation d'un système numérique de monitoring des navires/ bateaux et d'échange pour l'échange d'informations (ventilé par pays)	2.3.2 Inexistant (2023)	2.3.2 Existant - Au moins 1 par pays (2029)		
		2.3.3 Nombre d'employés des autorités portuaires bénéficiant d'une formation avec l'appui de l'Action (ventilé par sexe et par pays)	2.3.3 0 (2023)	2.3.3 40 - Au moins 10 par pays (2029)		
		2.3.4 Longueur totale des infrastructures de transport soutenues par l'UE (km) : c) cours d'eau (Ind.19 EURF) avec l'appui de l'Action (GERF 2.18)	2.3.4 0 (2023)	2.3.4 700 km (2029)		
<b>Produit 4</b> <b>lié à la réalisation/ objectif spécifique</b> <b>2</b>	P.2.4 Des stratégies et des initiatives de coordination transfrontalière sont développées au bénéfice du Corridor de Transport du Lac Tanganyika.	2.4.1 Nombre d'acteurs (autorités régionales et nationales, OS, secteur privé, représentants des communautés, etc.) qui participent régulièrement aux activités de l'OGC-CTLT (ventilé par type d'acteurs)	2.4.1 0 (2023)	2.4.1 Au moins 13 (2029)	2.4.1 - 2.4.2 Rapports d'activités du programme	La mise en place de l'OGC-CTLT est effective et l'OGC est reconnu par les institutions nationales et régionales.
		2.4.2 Nombre de stratégies régionales mises en place pour la gouvernance du CTLT avec l'appui de l'Action	2.4.2 0 (2023)	2.4.2 Au moins 2 (2029)		

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente Action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le territoire partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente Action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N.A.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>5</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (gestion directe)**

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

Les projets présentés devront contribuer à l'objectif spécifique 2 « Améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu ». L'objet des subventions sera d'une part, de sensibiliser et promouvoir une compréhension commune du concept d'économie circulaire auprès des principales parties prenantes, de développer des plans d'action en faveur de l'économie circulaire et d'organiser des événements régionaux pour diffuser le concept d'économie circulaire (activités liées au produit 2.1), et d'autre part de développer dans les cinq pays des projets d'économie circulaire en lien avec les déchets plastiques, les eaux usées, la lutte contre la sédimentation et la protection des bassins versants (activités liées au produit 2.2).

Il est envisagé de signer 3 contrats de subvention, un par chaque lot géographique précisé au niveau du produit 3.2, à savoir : 1/RDC-Rwanda ; 2/Burundi-RDC ; 3/Tanzanie-Zambie.

Le présent appel a été lancé le 20/07/2023 sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. La clause suspensive est justifiée parce qu'il se rend nécessaire d'assurer une signature des contrats de subvention avant la date limite d'engagement des fonds (règle n+1). De la préparation de l'appel à la finalisation des contrats avec les bénéficiaires, une période d'au moins 10-12 mois doit être considérée d'autant plus dans cet appel à propositions dans lequel 5 délégations seront impliquées. Cet appel sera en fait lancé par la Délégation de l'UE au Burundi, en étroite collaboration et synergie avec les Délégations UE des autres pays du bassin<sup>6</sup>. La contractualisation des subventions sera confiée à la Délégation de l'UE au Burundi ou, en alternative, aux Délégations concernées en fonction de leur valeur ajoutée par rapport au suivi des activités spécifiques.

<sup>5</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

<sup>6</sup> Les Délégations UE du bassin seront impliquées dans i) la rédaction/validation des lignes directrices, et ii) l'évaluation des propositions reçues (comme évaluateurs/assesseurs/observateurs).

**b) Type de demandeurs visés**

Les candidats potentiels pourront être des ONG, des Organisations Internationales, des Agences des États membres de l'UE, des centres de recherche, des opérateurs économiques tels que des PME, des investisseurs d'impact, des incubateurs, des start-ups, des institutions de microfinance ou des organisations hybrides dont l'objectif est de soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat et/ou la transition vers l'économie circulaire.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants :

- i) expertise dans les domaines visés par l'Action : réhabilitation/ renforcement des infrastructures portuaires ; développement de stratégies et d'initiatives pour favoriser le transport et le commerce (surtout au niveau lacustre) ; renforcement de la gouvernance du transport maritime/ lacustre ; dans la mesure du possible, collaborations avec d'autres corridors de transport (en particulier dans la région) ;
- ii) expérience de gestion de programme/projet dans la région bénéficiaire et des cinq pays riverains situés dans le bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu ;
- iii) Présence physique et opérationnelle de l'entité à Bujumbura, localisation du siège de l'ALT et emplacement central pour se rendre sur les différents sites d'activités de l'Action.
- iv) capacité et expérience managériale et financière.

**4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants :

- i) expertise dans les domaines visés par l'Action : la gestion intégrée des ressources en eau, le renforcement institutionnel pour la gouvernance de l'eau, la mise en œuvre de systèmes d'informations sur l'eau (de la collecte à la diffusion), la gestion de projets pilotes pour la gestion des déchets liquides et solides ;
- ii) expérience de gestion de programme/projet dans la région bénéficiaire et des cinq pays riverains situés dans le bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu ;
- iii) présence physique et opérationnelle de l'entité à Bujumbura, localisation du siège de l'ALT et emplacement central pour se rendre sur les différents sites d'activités de l'Action.

La mise en œuvre par cette entité implique le développement d'un réseau de surveillance qualitative et quantitative des eaux du bassin des lacs Tanganyika et Kivu (produit 1.1), accompagné par un volet de recherche et d'utilisation des données dudit réseau (produit 1.2) ; le développement de stratégies et procédures de gestion transfrontalière des ressources (produit 1.3), accompagné par la consolidation et le renforcement d'instances de dialogue inclusives et de coordination entre les différentes parties prenantes (produit 1.4) ; la mise en échelle des projets pilotes plus prometteurs (à Bujumbura, Bukavu et Kigoma) menés dans la première phase du programme, en répondant aux objectifs d'économie circulaire de cette nouvelle phase (produit 2.2). L'entité coordonnera l'ensemble des activités relatives à ces produits et sera accompagnée techniquement et méthodologiquement par une institution de recherche scientifique (JRC).

**4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution**

Une partie de cette Action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité, qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants :

- v) expertise dans les domaines visés par l'Action : réhabilitation/ renforcement des infrastructures portuaires ; développement de stratégies et d'initiatives pour favoriser le transport et le commerce (surtout au niveau lacustre) ; renforcement de la gouvernance du transport maritime/ lacustre ; dans la mesure du possible, collaborations avec d'autres corridors de transport (en particulier dans la région) ;

- vi) expérience de gestion de programme/projet dans la région bénéficiaire et des cinq pays riverains situés dans le bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu ;
- vii) présence physique et opérationnelle de l'entité à Bujumbura, localisation du siège de l'ALT et emplacement central pour se rendre sur les différents sites d'activités de l'Action.

La mise en œuvre par cette entité implique l'amélioration des infrastructures, de la logistique et des modalités de gestion du transport dans le Lac Tanganyika (produit 2.3), ainsi que le développement de stratégies et initiatives de coordination transfrontalière au bénéfice du Corridor de Transport du Lac Tanganyika (produit 2.4).

#### 4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec de la procédure de négociation pour une gestion indirecte avec une entité décrite aux sections 4.4.2 et 4.4.3, la ou les composantes concernées pourront être mises en œuvre en gestion directe – subventions, sur base des éléments suivants :

##### **a) Objet de la (des) subvention(s) :**

Les projets présentés devront contribuer aux OS 1 « Améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières du lac Tanganyika et du lac Kivu » et 2 « Améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu ». L'objet des subventions sera : de renforcer le réseau de surveillance environnementale des eaux des lacs Tanganyika et Kivu et d'utiliser les données ainsi collectées pour effectuer de la recherche scientifique, mettre en place des systèmes d'alerte précoce et de réponse ; de renforcer les cadres juridiques et réglementaires et les politiques au niveau des pays du bassin, de développer une stratégie pour appuyer la durabilité de l'action, surtout du point de vue technique et financier et d'établir des espaces de dialogue inclusifs entre les différentes parties prenantes pour renforcer également les collaborations entre organismes de bassin ; d'améliorer la gouvernance, la communication et la sécurité du transport au niveau du lac Tanganyika, de mettre en place un Organe de Gestion du Corridor, ainsi que d'établir des espaces de dialogue entre les autorités gouvernementales nationales, l'autorité régionale du lac Tanganyika, les représentants du secteur privé et de la société civile.

##### **b) Type de demandeurs visés**

Les candidats potentiels pourront être des ONG, des Organisations Internationales, des Agences des Etats membres de l'UE, des centres de recherche.

#### 4.4.5 Autres actions ou dépenses

Une partie de la présente Action sera mise en œuvre à travers un Arrangement Administratif avec le JRC, afin de mobiliser son expertise dans l'atteinte de l'objectif spécifique n°1 « Les connaissances sur les écosystèmes lacustres transfrontaliers et les effets du changement climatique sont centralisées, maintenues et accessibles ». La mise en œuvre de cette partie de l'Action par le JRC.D2 implique la composante de recherche et d'analyse des données en lien avec le réseau de surveillance environnementale du bassin des lacs Kivu et Tanganyika (données qualitatives et quantitatives des eaux, phénomènes d'érosion et sédimentation, effets du changement climatique, etc.), mais également la participation active au Comité scientifique (voir section 4.6) et l'appui aux échanges techniques avec les différentes parties prenantes. Le JRC.D2 interviendra en étroite collaboration avec l'entité ayant fait l'objet d'une évaluation positive des piliers, co-responsable de la mise en œuvre des activités en lien avec le réseau de surveillance environnementale et la création d'espaces d'informations, d'expériences et de connaissances.

### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment

justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<b>Objectif spécifique 1</b> « Améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières du lac Tanganyika et du lac Kivu » composé de	<b>12 000 000</b>
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.2	11 000 000
Arrangement Administratif avec le JRC – cf. section 4.4.5	1 000 000
<b>Objectif spécifique 2</b> « Améliorer l'intégration régionale et l'application de pratiques économiques durables et inclusives dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu » composé de	<b>19 000 000</b>
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	12 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.2 et 4.4.3	7 000 000
<b>Subventions</b> – enveloppe totale de la section 4.4.1	12 000 000
<b>Évaluation</b> – cf. section 5.2	Sera couvert par une autre décision
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	N.A.
<b>Totaux</b>	<b>31 000 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage (COPIL) sera mis en place pour assurer le suivi stratégique de l'Action et prendre toutes décisions nécessaires à son bon déroulement. Dans la mesure du possible, deux réunions seront organisées par an, dont une en présentiel et une en virtuel. Un représentant des entités partenaires de l'Action assurera le secrétariat, et le Secrétariat de l'ALT, la présidence. Le COPIL sera composé de représentants de l'ALT, de l'ABAKIR, de la Commission européenne<sup>7</sup>, du Comité scientifique, de l'OGC-CTLT, de chaque pays riverain du bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu (Burundi, Tanzanie, RDC, Rwanda et Zambie) et des partenaires de mise en œuvre de l'Action. Un ou plusieurs représentants des partenaires techniques et financiers agissant dans le bassin pourront être invités à participer également.

Le COPIL aura la possibilité de mandater des groupes de travail au cas par cas. L'instauration de ces groupes permettra d'aborder des points spécifiques qui nécessitent un dialogue multi-acteurs à l'échelle transfrontalière. Une feuille de mission sera proposée par le COPIL afin de préciser l'objectif du groupe, ses membres et la période de fonctionnement. L'ensemble des parties prenantes peut être invité à participer (autorités locales, ministères, ONG, centres de recherche, acteurs privés, etc.). La préparation d'un protocole d'échanges de données ou l'harmonisation douanière pour la logistique de certains produits sont deux exemples de sujets que pourraient traiter ces groupes.

Un Comité scientifique (COSCI) sera établi pour formuler des recommandations destinées à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des données du système de surveillance, en examinant les principes et méthodes adoptés. Il aura également la charge d'analyser et prendre position sur les propositions méthodologiques formulées. Enfin, il facilitera le lien entre les résultats de l'Action et les acteurs scientifiques travaillant sur les enjeux du bassin. Il sera animé par le partenaire de recherche de l'action et composé d'au moins un représentant

<sup>7</sup> Toutes les Délégations de l'UE présentes dans les pays du bassin seront conviées à participer aux réunions du COPIL en tant que membres du Comité.

par pays, ainsi que des représentants de réseaux régionaux et internationaux (5 maximum). Ce COSCI, pluridisciplinaire, se réunira régulièrement (tous les semestres ou les ans).

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- L'expert technique détaché au Secrétariat de l'ALT, en collaboration avec les organismes de bassin et les partenaires de mise en œuvre, appuiera le suivi des indicateurs du cadre logique et accompagnera les opérateurs de mise en œuvre dans la mise en place d'un système de suivi et évaluation au démarrage de l'Action.
- Les informations de base pour alimenter les indicateurs du cadre logique seront collectées par les partenaires de mise en œuvre (bénéficiaires des subventions et les entités signataires d'une Convention de contribution) et analysées/ vérifiées par l'expert technique détaché au Secrétariat de l'ALT. Le suivi des indicateurs du cadre logique s'effectuera semestriellement, lors des réunions du COPIL.
- La désagrégation des données (à minima par sexe et dans la mesure du possible par groupe vulnérable ciblé) sera assurée par les partenaires de mise en œuvre.

Le renforcement des capacités des autorités régionales permettra également de les appuyer dans le suivi et la mise à jour des données nationales, ce qui permettra de renseigner l'évolution des indicateurs d'effet et d'impact du cadre logique.

La DUE au Burundi sera chargée de la mise à jour des données de l'IEE « Gestion des eaux transfrontalière (Transboundary Water Management) ». Elle assurera le lien entre les partenaires de mise en œuvre de la présente Action et les services responsables du suivi de l'IEE.

### 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'analyse de la collaboration des partenaires de mise en œuvre et l'analyse des éventuels défis rencontrés dans la mise en œuvre de ce programme, pour corriger et adapter l'intervention en vue de sa pérennisation.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que :

- il s'agit d'une action multi-pays et caractérisée par plusieurs composantes interconnectées ;

- l'UE est engagée dans le long terme dans des programmes de protection de l'environnement et de la biodiversité, et de gestion de ressources en eau transfrontalière ;
- il s'agit d'un des programmes phare de l'Initiative Équipe Europe « Gestion des eaux transfrontalière (Transboundary Water Management) ».

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'Action prend en considération une approche basée sur les droits humains, ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 15 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Le financement de l'évaluation peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement, notamment la Facilité de Coopération Technique (FCT).

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement des audits sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement, notamment la Facilité de Coopération Technique (FCT).

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée. Conformément au document « [Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#) », publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Les activités de communication organisées et déployées dans le cadre de cette Action seront reliées et intégrées à la communication de l'IEE « Transboundary Water Management ».

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente Action est indiqué comme :

<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Engagement juridique individuel prévu / contrat
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Engagement juridique individuel prévu / contrat
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Engagement juridique individuel prévu / contrat
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Engagement juridique individuel prévu / contrat
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 5	Engagement juridique individuel prévu / contrat